



BANQUE MONDIALE
Politique Économique

Baromètre économique de la **CEMAC**

—
Juin 2025

2025

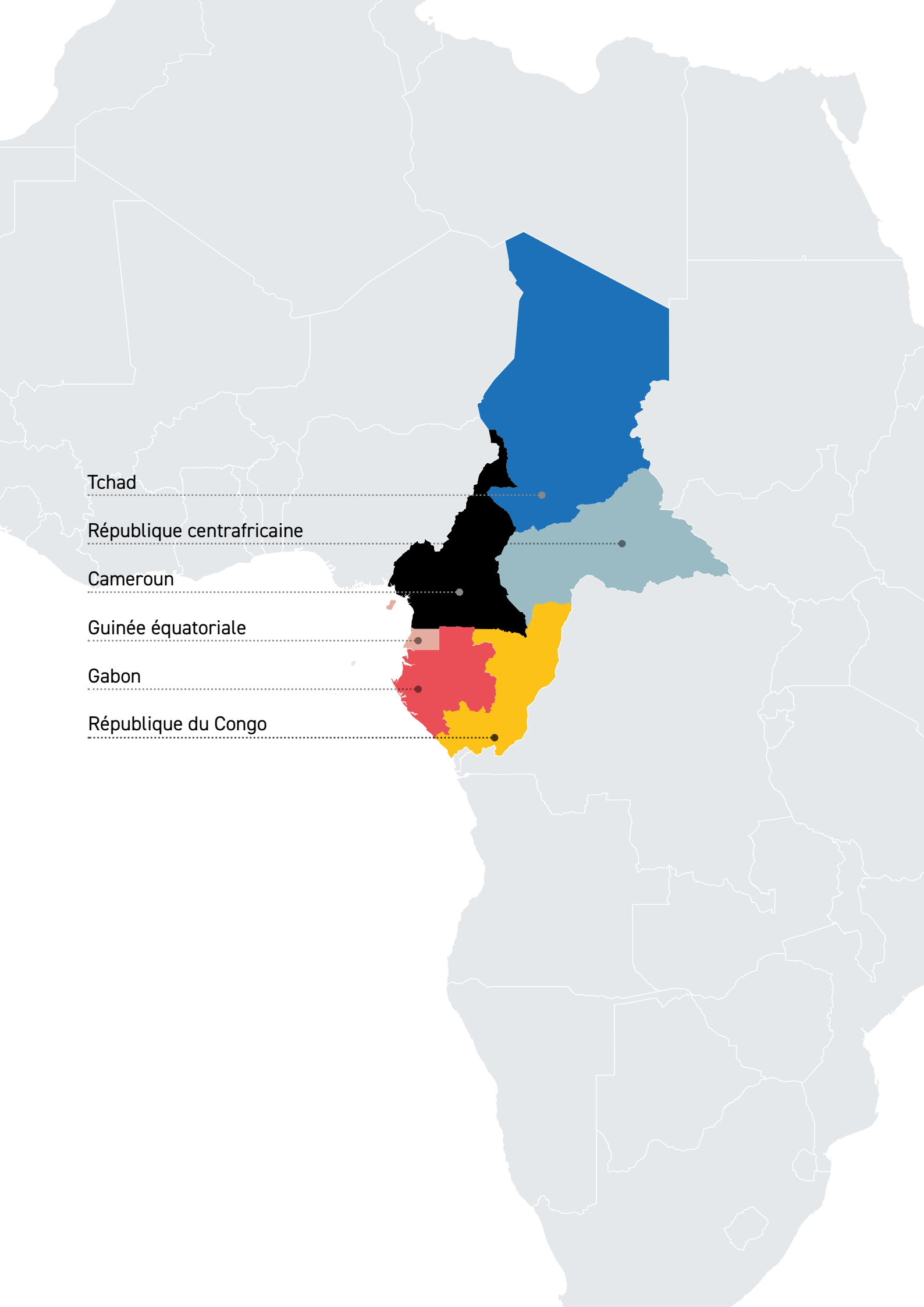
VOL. 8

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized



Tchad

République centrafricaine

Cameroun

Guinée équatoriale

Gabon

République du Congo



BANQUE MONDIALE
Politique Économique

Baromètre économique de la

CEMAC

—
Juin 2025

2025
VOL. 8

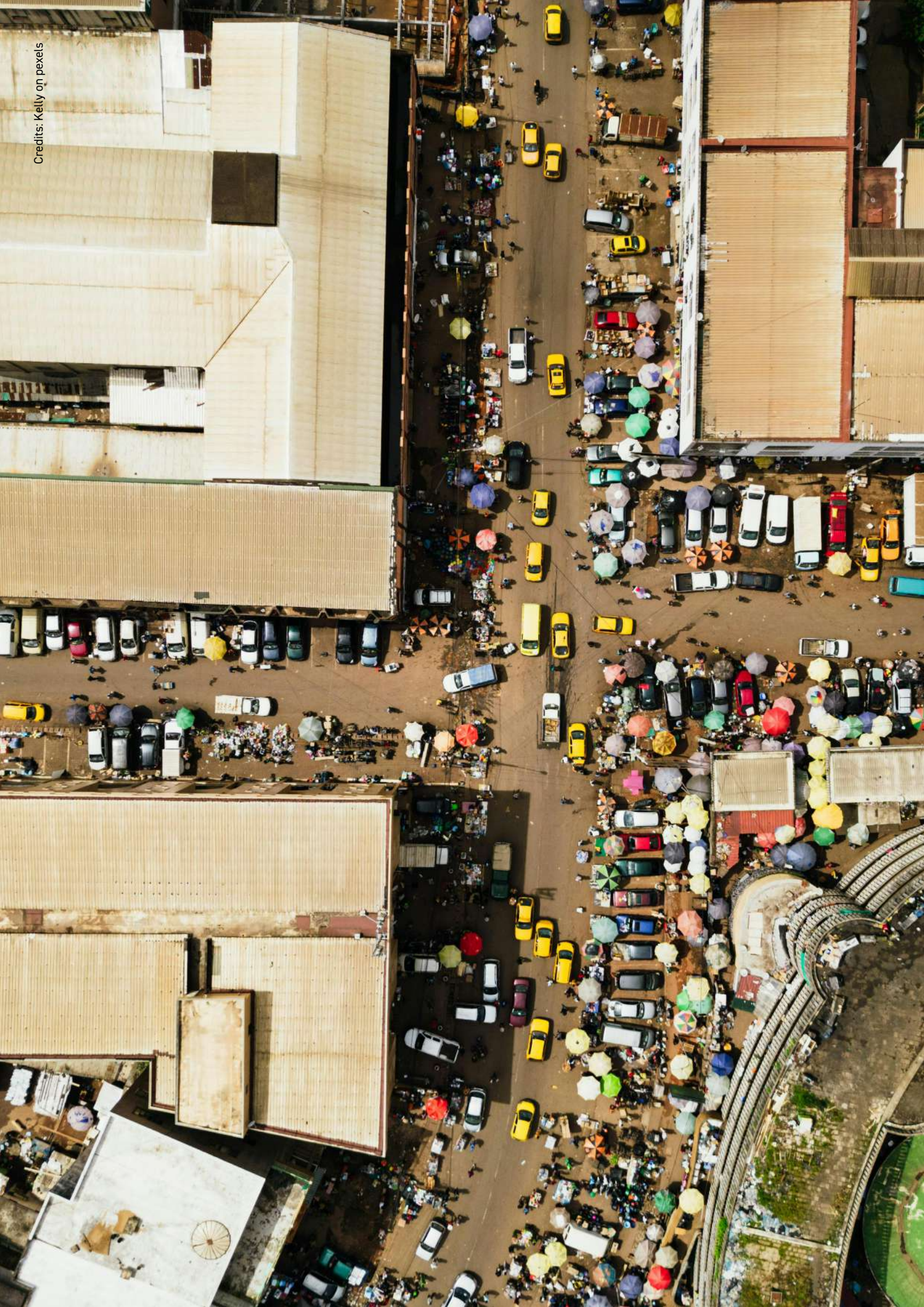
Remerciements

Le Baromètre économique semestriel de la CEMAC a été préparé par une équipe de la Banque mondiale chargée de la politique économique, composée de Robert Johann Utz (Économiste en chef, Chef d'équipe), Djeneba Doumbia (Économiste, Cheffe d'équipe), Erick Tjong (Économiste, Chef d'équipe), et Chris Belmert Milindi Katindi (Consultant en contrat de longue durée), sous la direction de Sandeep Mahajan (Manager Sectoriel) et de Cheick Fantamady Kanté (Directeur de Division). Les autres membres de l'équipe sont Samba Ba (Économiste principal), Rick Emery Tsouck Ibounde (Économiste principal), Demet Kaya (Économiste principale), Sonia Barbara Ondo Ndong (Économiste principale), Pierre Mandon (Économiste), Blaise Ehowe Nguem (Économiste), Francis Ghislain Ngomba Bodi (Économiste), Mahamat Abdramane Moustapha (Économiste), et Kabinet Kaba (Économiste). L'équipe remercie Joseph Neville Agbor (Spécialiste principal du secteur financier), Michael Corlett (Spécialiste principal du secteur financier) pour leurs contributions, Jean-Claude Nguemeni (Directeur de la surveillance multilatérale, Commission de la CEMAC) pour ses commentaires, et Ifeoma Clementina Ikenye et Irene Sitienei (Assistants de programme) pour leur soutien. Le rapport a été validé par Cheick Fantamady Kanté (Directeur de Division). Les informations présentées dans cette édition sont celles disponibles au 22 avril 2025.¹

¹ Ce rapport reflète les informations disponibles au 22 Avril 2025. Pour toute question ou remarque, veuillez contacter Djeneba Doumbia (ddoumbia@worldbank.org) et Erick Tjong (etjong@worldbank.org).

Introduction

Le Baromètre économique de la CEMAC est une publication semestrielle de la Banque mondiale qui offre un aperçu des évolutions récentes et des perspectives économiques de la région CEMAC, suivi d'une brève analyse de chacun des pays membres. Selon les estimations, l'activité économique dans la région a progressé de 3,0 pour cent en 2024 (soit une augmentation par rapport aux 2,0 pour cent en 2023). Cependant, la croissance devrait ralentir à 2,4 pour cent en 2025, en raison de la baisse des cours du pétrole, de la faible demande mondiale en matières premières et d'un environnement commercial international particulièrement incertain. Les pressions inflationnistes ont continué de s'atténuer progressivement, ce qui a permis à la Banque des États d'Afrique centrale (BEAC), la banque centrale régionale, d'amorcer un assouplissement de sa politique monétaire en début 2025. La situation en matière de réserves, de finances publiques et de commerce extérieur s'est détériorée en 2024, sous l'effet de la baisse des cours du pétrole, mettant en évidence la forte vulnérabilité de la CEMAC aux marchés instables des hydrocarbures et, dans une moindre mesure, de certaines autres matières premières telles que le bois et les minerais. Dans une perspective de développement, une tendance préoccupante s'est dessinée, à savoir la hausse du niveau de pauvreté dans la région. À cause d'un niveau de croissance modeste, d'un chômage élevé et du manque d'opportunités économiques, notamment pour les jeunes, un tiers de la population de la CEMAC vit en situation d'extrême pauvreté en 2024, selon les estimations de la Banque mondiale, c'est-à-dire avec moins de 2,15 USD par jour en PPA de 2017. Pour favoriser une croissance plus vigoureuse, créer davantage d'emplois, développer les échanges commerciaux régionaux et internationaux, et sortir davantage de personnes de la pauvreté, les pays de la CEMAC devraient créer de meilleures conditions pour que les entreprises locales puissent se développer, investir et embaucher davantage, et aussi développer leurs exportations. Dans cette optique, il serait essentiel d'accélérer la mise en œuvre des réformes prévues dans les plans économiques régionaux, notamment le Programme de Réformes Économiques et Financières de la CEMAC (PREF-CEMAC II) et le prochain Programme Économique Régional.



SECTION

1–

Évolution récente, perspectives économiques et principaux défis de développement dans la région de la CEMAC

I. Évolution économique récente et perspectives dans la CEMAC

Tableau 1 – CEMAC	2024
Population, en millions ^a	63,3
PIB, en milliards USD courants ^a	125,9
PIB par habitant, en USD courants ^b	1 903
Taux de pauvreté internationale (2,15 USD) ^a	32,8
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,65 USD) ^a	58,6
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche supérieure (6,85 USD) ^a	81,9
Espérance de vie à la naissance, en années ^c	62,3

Source : Indicateurs du développement dans le monde (WDI), Analyses des perspectives macroéconomiques et de la pauvreté, et données officielles.

(a) Total pour la CEMAC.

(b) Moyenne pondérée pour la CEMAC.

(c) Moyenne simple pour la CEMAC.

L'activité économique dans la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) a connu une expansion en 2024, avec une croissance du PIB estimée à 3,0 pour cent, contre 2,0 pour cent en 2023. Le Cameroun et le Tchad ont affiché les performances les plus solides en matière de croissance, enregistrant respectivement un taux de croissance de 3,5 pour cent et 3,7 pour cent. Au Cameroun, la croissance s'explique principalement par l'augmentation des exportations de cacao et de coton, liée à de meilleurs rendements, à des prix plus élevés et à un approvisionnement en électricité plus fiable. Au Tchad, la croissance a été portée par le secteur non pétrolier qui a progressé de 4,6 pour cent, tandis que le secteur pétrolier n'a enregistré que des gains modestes, avec une hausse de 1,4 pour cent. La croissance économique au Gabon a atteint 2,9 pour cent, soutenue par une hausse de la production pétrolière liée à l'exploitation de nouveaux gisements pétroliers et par d'importants investissements dans les travaux publics. La République du Congo a enregistré une croissance modeste de 2,6 pour cent, avec une

progression de 3,9 pour cent dans les secteurs non pétroliers, partiellement contrebalancée par une baisse de 1,7 pour cent de la production pétrolière en raison de problèmes techniques. Néanmoins, ce taux de croissance a permis au Congo d'enregistrer sa première hausse du PIB par habitant (0,3 pour cent) depuis 2015. La croissance la plus faible, selon les estimations, a été enregistrée en République centrafricaine (1,5 pour cent) et en Guinée équatoriale (0,9 pour cent). En République centrafricaine, la croissance économique s'est améliorée, passant de 0,7 pour cent en 2023 à 1,5 pour cent en 2024, grâce à une amélioration de l'approvisionnement en carburant et en électricité, ainsi qu'à un début de reprise des secteurs de l'agroalimentaire, des télécommunications et du commerce de détail, tandis que la croissance du secteur agricole est restée stable. Après une forte contraction de 5,1 pour cent en 2023, l'économie équato-guinéenne a connu une reprise modeste en 2024, selon les estimations, avec une croissance du PIB de 0,9 pour cent, avec des contributions plus élevées dans les secteurs de l'industrie et des services. En termes de PIB par habitant, la région a enregistré une croissance de 0,2 pour cent en 2024 (contre -0,8 pour cent en 2023), un niveau bien inférieur à celui de l'UEMOA (3,8 pour cent en 2024).

La situation budgétaire de la région s'est détériorée en 2024, en raison de la baisse des cours du pétrole, de la réduction des recettes liées aux matières premières et de fortes pressions sur les dépenses, et devrait rester sur une tendance baissière en 2025. En moyenne, le solde budgétaire de la CEMAC est passé à un déficit de -1,5 pour cent du PIB en 2024 selon les estimations, contre un excédent budgétaire de 0,6 pour cent en 2023. En 2024, tous les pays de la CEMAC ont enregistré des déficits budgétaires, à l'exception du Congo. Le ratio des dépenses publiques par rapport au PIB dans la CEMAC a augmenté pour atteindre en moyenne 19,7 pour cent en 2024, soit une hausse

par rapport aux 18,4 pour cent observés en 2023. Parallèlement, les recettes totales ont diminué, passant de 19,1 pour cent du PIB en 2023 à 18,2 pour cent en 2024, en raison de la baisse des revenus provenant des ressources naturelles suite au recul des cours mondiaux du pétrole. Selon les estimations de la Banque mondiale, le ratio dette totale/PIB reste élevé dans les pays tels que le Congo (93,5 pour cent) et le Gabon (72,5 pour cent), dépassant le critère de convergence régional fixé à 70 pour cent du PIB. La capacité budgétaire et la liquidité demeurent limitées au sein de la CEMAC, ce qui restreint les possibilités de gérer d'éventuels nouveaux chocs économiques et complique la maîtrise de la dette publique. Les pays de la CEMAC continuent également de faire face à des défis importants en matière de mobilisation des recettes fiscales. En moyenne, les recettes fiscales demeurent en deçà du seuil de 15 pour cent du PIB, seuil qui, selon les études,² est généralement requis pour financer les services publics de base. En outre, la plupart des économies de la CEMAC dépendent fortement de recettes volatiles provenant des matières premières, ce qui souligne d'autant plus la nécessité de renforcer la gestion des finances publiques.

Les pressions sur le marché régional de la dette publique se sont intensifiées ces dernières années en raison de politiques budgétaires expansionnistes et des défis liés à la mobilisation des recettes fiscales. Il est devenu de plus en plus difficile à de nombreux pays de la CEMAC d'accéder à un financement à des coûts raisonnables, dans un contexte de durcissement des conditions de financement imposées par les négociants principaux (principalement les banques), du manque de diversification des investisseurs, d'inquiétudes croissantes parmi les investisseurs, et de la faible profondeur du marché secondaire des titres d'État. Par conséquent, les taux moyens de souscription des titres publics ont fortement baissé, passant de 80,4 pour cent en 2023 à 43,5 pour cent

à la fin octobre 2024. Au Congo, entre décembre 2023 et décembre 2024, les taux de souscription des bons du Trésor sont passés de 73 pour cent à 12,74 pour cent, et ceux des obligations du Trésor de 36 pour cent à 14 pour cent. Bien que ces taux se soient redressés récemment – les bons du Trésor et les obligations atteignant respectivement 30,70 pour cent en janvier 2025 et 67,78 pour cent en mars 2025 – les investisseurs continuent de privilégier fortement les maturités à court terme. Les rendements moyens des obligations et des bons du Trésor ont également augmenté, atteignant respectivement près de 10 pour cent et 7 pour cent à la fin octobre 2024. Cette hausse reflète en partie les taux d'actualisation particulièrement élevés appliqués aux nouvelles émissions dans certains pays, notamment au Tchad, au Congo et au Gabon. Plus récemment, le marché régional des titres publics a également enregistré une hausse des taux d'intérêt des bons du Trésor (BTA), ces derniers passant de 6,5 pour cent en février 2024 à 6,75 pour cent en février 2025. En parallèle, les taux d'intérêt des obligations du Trésor (OTA) ont baissé, passant de 10,75 pour cent à 9,76 pour cent sur la même période. Au Cameroun, les taux d'intérêt des BTA ont augmenté pour atteindre 6,33 pour cent en 2024, contre 2,67 pour cent en 2020. En février 2025, les BTA camerounais affichaient un rendement moyen de 6,95 pour cent, soit le taux le plus élevé depuis la création du marché sous-régional des titres publics, il y a près de quatorze ans. À titre de comparaison, ces taux s'élevaient à 6,78 pour cent au Gabon et à 6,86 pour cent en Guinée équatoriale. Entre février 2024 et février 2025, le taux moyen de couverture des émissions de titres publics par les pays de la CEMAC sur le marché régional est passé de 79,45 pour cent à 60,28 pour cent.³ Cela signifie qu'en février 2025, un pays de la CEMAC cherchant à lever 100 milliards de FCFA sur le marché monétaire par le biais de titres publics ne recevait, en moyenne, que 60,3 milliards de FCFA – ce qui met en évidence les difficultés croissantes de liquidation des marchés

² Choudhary, Rishabh ; Ruch, Franz U ; Skrok, Emilia. 2024. *Taxing for Growth: Revisiting the 15 Percent Threshold*. Policy Research Working Paper 10943. Washington, DC : Banque mondiale.

³ Selon une déclaration de la BEAC publiée le 21 avril 2025.

aux taux d'intérêt et de liquidité actuels et les défis auxquels les pays de la CEMAC sont confrontés pour mobiliser des financements sur ce marché.

La balance commerciale est restée globalement stable, enregistrant une légère baisse de 8,9 à 8,6 pour cent du PIB entre 2023 et 2024 alors que la position extérieure de la CEMAC demeure fortement dépendante des cours mondiaux du pétrole. Contrairement à la zone UEMOA, la CEMAC continue d'afficher un excédent commercial et un excédent du compte courant, soutenus par de solides exportations de matières premières. Parallèlement, la vulnérabilité de la région aux cours volatils des matières premières se manifeste dans l'impact de la baisse des cours du pétrole sur la position commerciale. Entre 2022 et 2024, alors que les cours du pétrole ont chuté d'environ 100 à 80 USD, le solde du compte courant de la CEMAC est passé, en moyenne, de 7,5 pour cent du PIB à 4,0 pour cent du PIB. Les perspectives de baisse de la production liée au vieillissement des gisements pétroliers dans des pays tels que le Gabon et la Guinée équatoriale pourraient fragiliser davantage la position extérieure de la CEMAC ainsi que ses réserves, surtout dans le contexte de la forte chute des cours du pétrole observée en avril 2025, sur fond d'incertitude marquée du commerce mondial.

Encouragée par le recul de l'inflation, la BEAC a amorcé un assouplissement de sa politique monétaire en mars 2025. L'inflation dans la zone CEMAC a poursuivi sa tendance à la baisse, atteignant en glissement annuel 4 pour cent en décembre 2024, contre 4,5 pour cent un an plus tôt. Toutefois, l'inflation en moyenne au niveau régional reste supérieure au critère de convergence fixé à 3 pour cent. Ce fléchissement de l'inflation résulte de plusieurs facteurs, notamment la reprise des chaînes d'approvisionnement mondiales, la baisse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires dans de nombreux pays de la CEMAC, ainsi que les effets de la politique monétaire stricte adoptée par

la BEAC. Les données préliminaires du début de l'année 2025 indiquent que cette tendance baissière s'est poursuivie et pourrait se maintenir tout au long de l'année, bien qu'elle reste exposée à des risques en raison de l'évolution des conditions du commerce et de la finance à l'échelle mondiale. Dans ce contexte, et pour la première fois depuis la fin de l'année 2021, la BEAC a récemment abaissé son principal taux directeur, le faisant passer de 5,00 pour cent à 4,50 pour cent. Le taux de la facilité de prêt marginal, qui correspond au taux d'intérêt appliqué aux prêts à un jour accordés par la BEAC aux banques commerciales, a été ramené de 6,75 pour cent à 6 pour cent. Ces décisions s'inscrivent dans un effort visant à réduire les coûts de refinancement, à améliorer l'accès au crédit et à encourager l'investissement. À titre de comparaison, la BCEAO, la banque centrale régionale de la zone UEMOA, poursuit une politique monétaire prudente, maintenant son taux de refinancement à 3,5 pour cent en avril 2025, malgré une inflation inférieure à celle de la CEMAC, à 2,6 pour cent en décembre 2024. Parallèlement, le taux de change effectif réel (TCER) de la plupart des pays de la CEMAC s'est apprécié en 2024, en partie en raison d'une reprise de la production pétrolière par rapport à l'année précédente.⁴

Malgré une croissance économique modérée et la baisse de l'inflation, environ un tiers de la population de la région CEMAC vit encore dans l'extrême pauvreté. La proportion de personnes vivant avec moins de 2,15 USD par jour (en PPA 2017) est passée de 32,2 pour cent en 2023 à 32,8 pour cent en 2024. À l'inverse, le taux d'extrême pauvreté dans la zone UEMOA est nettement plus faible, à 22,5 pour cent. Cette tendance préoccupante observée dans la CEMAC met en lumière le fait que les récents progrès économiques n'ont pas été suffisamment inclusifs pour permettre à un nombre significatif de personnes de sortir de la pauvreté. Au contraire, la part des personnes pauvres tout comme leur nombre

⁴ Une hausse du taux de change effectif réel (TCER) d'un pays signifie une appréciation de la monnaie nationale par rapport au panier de devises de ses partenaires commerciaux, tandis qu'une baisse du TCER correspond à une dépréciation.

absolu augmentent, ce qui pourrait compromettre la réalisation des objectifs de développement. Les taux de pauvreté extrême (pourcentage de la population vivant avec moins de 2,15 USD par jour) varient considérablement d'un pays à l'autre, avec des taux extrêmement élevés en République centrafricaine (65 pour cent) et en République du Congo (47 pour cent), contre des niveaux bien plus faibles au Gabon (3 pour cent) et en Guinée équatoriale (5 pour cent). Lorsque des seuils de pauvreté plus élevés sont appliqués, la situation apparaît encore plus préoccupante : 58,2 pour cent de la population vit avec moins de 3,65 USD par jour, et 82,1 pour cent avec moins de 6,85 USD. La faiblesse de la croissance du revenu par habitant et des défis en matière d'accès à des emplois de qualité contribuent également à la persistance de la pauvreté. En 2023, environ 70 pour cent des emplois dans la région CEMAC étaient considérés comme vulnérables,⁵ les femmes étant nettement plus affectées par ce défi. Les limitations des systèmes de protection sociale réduisent par ailleurs la capacité des pays à protéger les plus vulnérables face aux chocs économiques. Pour inverser la tendance à la hausse de la pauvreté, la région devrait engager des réformes audacieuses afin de promouvoir une croissance plus rapide et plus inclusive, d'encourager davantage l'investissement privé et de créer des emplois en plus grand nombre et de meilleure qualité.

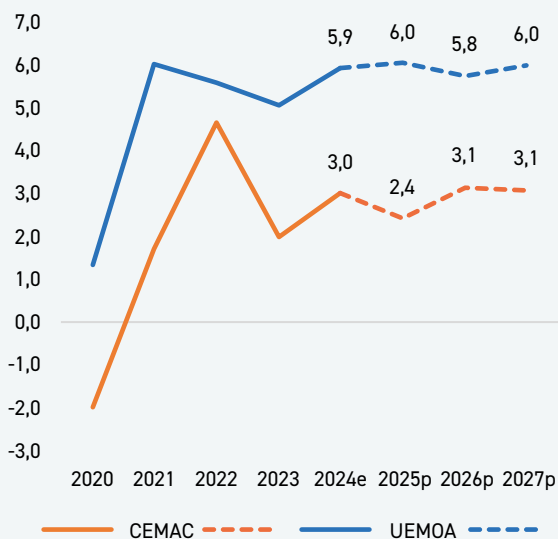
Les perspectives de la CEMAC en matière de croissance, de finances publiques et de commerce sont soumises à des risques élevés, principalement liés à un environnement mondial particulièrement incertain. Selon les projections, le taux de croissance régional devrait être de 2,9 pour cent pour la période 2025-2027. Bien que l'activité économique devrait se renforcer, les risques pesant sur les perspectives régionales sont aggravés par l'évolution rapide des conditions mondiales observée en début 2025. Par exemple, les cours mondiaux du pétrole ont

chuté d'environ 70 à 60 USD en avril 2025, à la suite de l'annonce de nouveaux droits de douane par les États-Unis. Si cette baisse se prolonge, elle pourrait réduire les recettes d'exportation de la CEMAC et, par conséquent, détériorer les soldes budgétaire et extérieur de la région. La montée du protectionnisme, l'intensification des perturbations du commerce mondial et la faiblesse de la demande internationale, notamment en provenance des grands marchés importateurs d'Asie et d'Europe, pourraient gravement compromettre la croissance régionale. Un nouveau durcissement des conditions financières mondiales ou régionales pourrait également accentuer les contraintes de refinancement et de liquidité et freiner la croissance. Des taux d'intérêt élevés et le désengagement des investisseurs compliqueraient le refinancement de la dette arrivant à échéance, exacerbant les vulnérabilités, en particulier dans les pays très endettés. Cela entraînerait également des risques financiers significatifs et accentuerait les vulnérabilités du secteur bancaire, étant donné que la dégradation de la qualité des actifs et le resserrement des conditions de financement pourraient limiter l'accès au crédit. L'inflation pourrait repartir à la hausse en raison de l'augmentation des droits de douane et de conflits persistants ou en intensification dans plusieurs régions du monde. À l'échelle régionale, les risques incluent une plus grande instabilité politique, une dégradation des conditions sécuritaires dans certaines zones de pays tels que la République centrafricaine et le Cameroun, un ralentissement du rythme des réformes — notamment dans les contextes où les élections pourraient avoir un impact sur l'agenda politique — ainsi que des chocs climatiques.

⁵ En termes de statut d'emploi, on distingue les salariés (travailleurs rémunérés) et les travailleurs indépendants. Parmi ces derniers, on distingue encore les employeurs, les travailleurs à compte propre et les travailleurs familiaux non rémunérés. L'emploi vulnérable concerne les travailleurs à compte propre et les travailleurs familiaux non rémunérés, étant donné qu'ils manquent généralement de sécurité de l'emploi et de protection sociale.

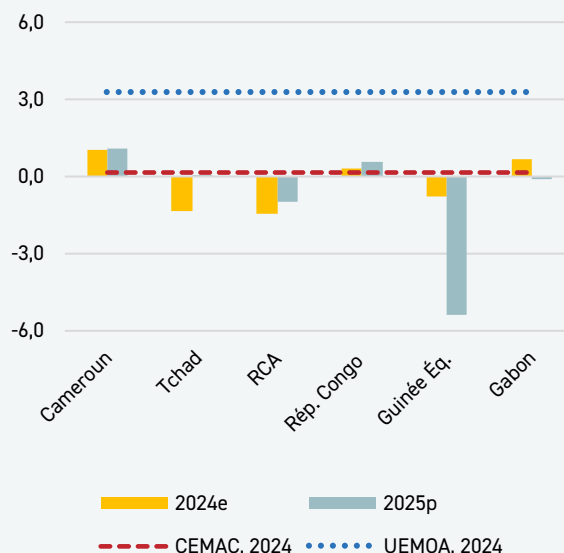
L'activité économique de la CEMAC est en expansion, mais la croissance du PIB reste en deçà de son potentiel et inférieure à celle de la région de l'UEMOA.

Figure 1. Croissance réelle du PIB (en pourcentage) dans la CEMAC et l'UEMOA, 2020-2027



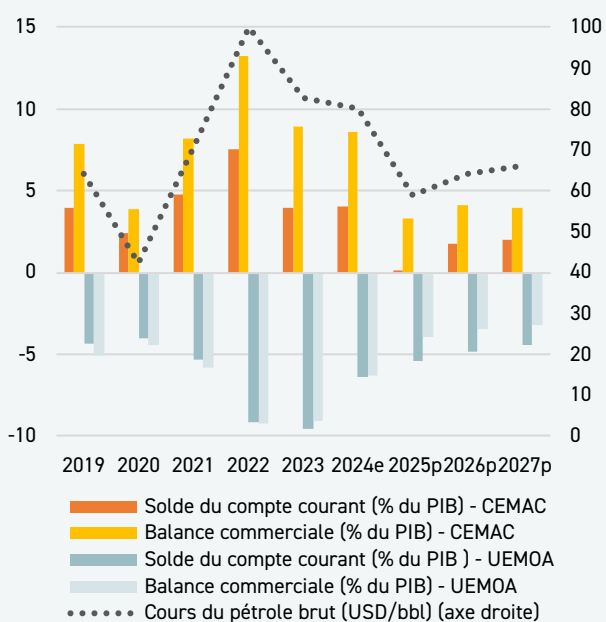
La croissance du PIB par habitant a légèrement augmenté dans la moitié des pays de la CEMAC, tandis qu'elle a baissé dans les autres pays en 2024.

Figure 2. Croissance réelle du PIB par habitant dans les pays de la CEMAC (en pourcentage), 2024-2025



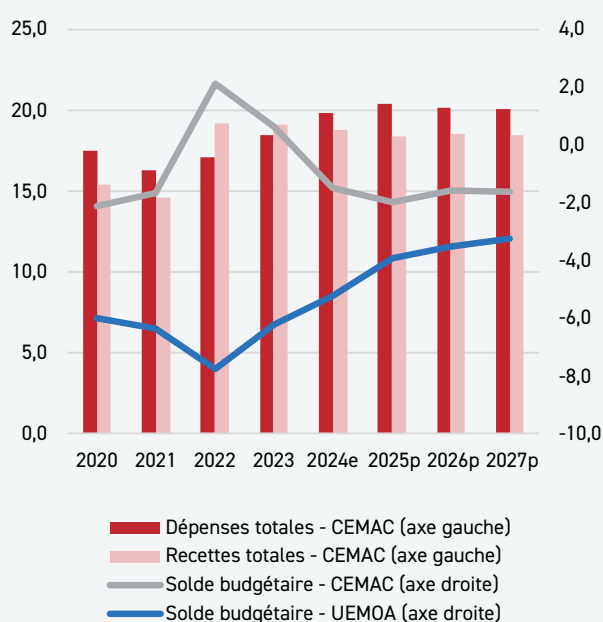
Grâce notamment aux exportations de pétrole, la balance commerciale de la CEMAC reste excédentaire, mais elle décline progressivement en raison de la baisse des cours du pétrole et du vieillissement des gisements pétroliers dans la région.

Figure 3. Cours du pétrole (axe droite) et position extérieure dans la CEMAC (axe gauche), 2019-2027



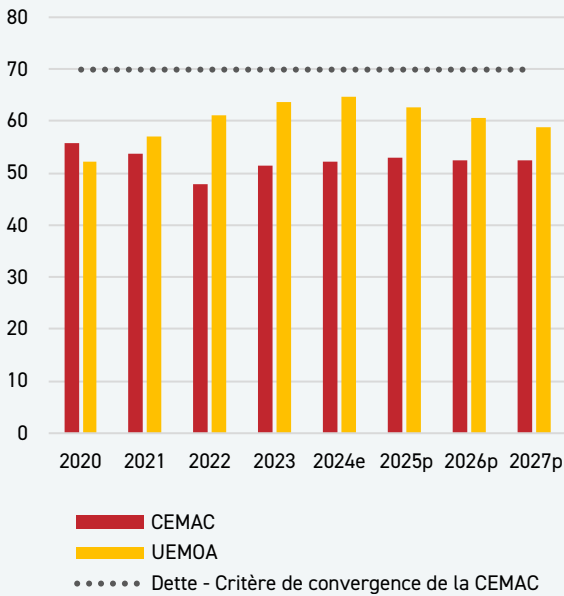
La situation budgétaire de la CEMAC continue de se détériorer depuis 2022, avec des dépenses en hausse et des recettes en baisse.

Figure 4. Situation budgétaire (% du PIB) dans la CEMAC et l'UEMOA, 2020-2027



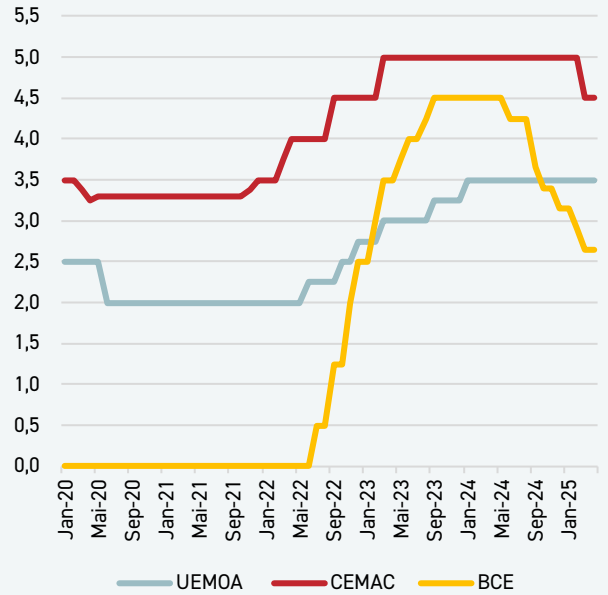
La dette publique rapportée au PIB devrait rester élevée au cours des prochaines années, en dessus de 50 pour cent.

Figure 5. Dette publique dans la CEMAC et l'UEMOA, 2020-2027 (% du PIB)



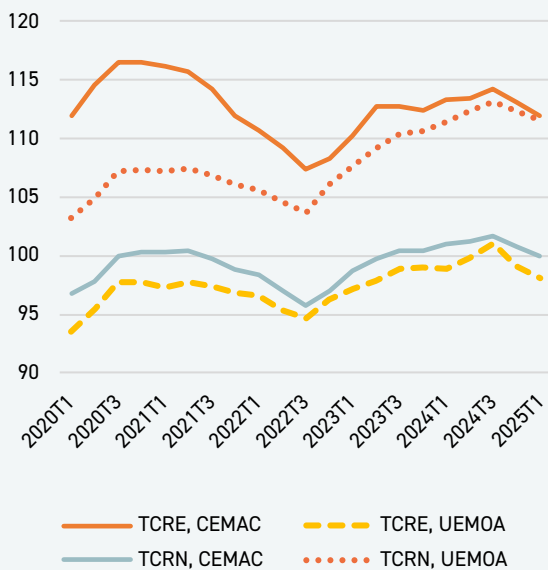
La BEAC a commencé à assouplir sa politique monétaire en mars 2025, en abaissant le taux directeur de 5 pour cent à 4,5 pour cent.

Figure 6. Évolution des taux directeurs en Afrique de l'ouest et centrale et dans l'UE, 2020-2025 (Mars)



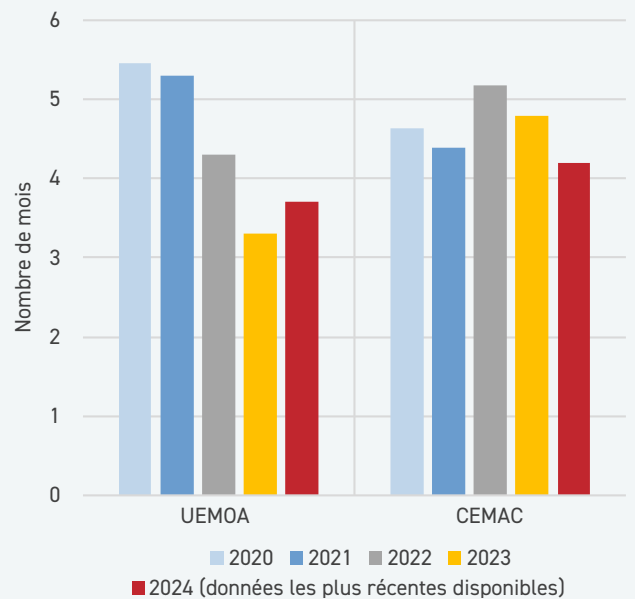
Le taux de change effectif réel des pays de la CEMAC a augmenté en moyenne ces derniers mois, reflétant l'appréciation du franc CFA par rapport au panier de devises des partenaires commerciaux.

Figure 7. CEMAC : Taux de change réel effectif et nominal USD-FCFA, 2020-2025



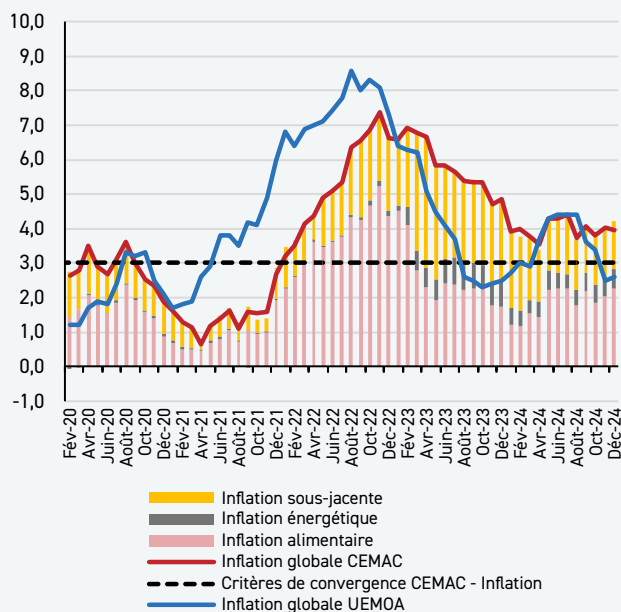
Les réserves régionales de la CEMAC sont en baisse, tombant à 4,2 mois d'importations en 2024, contre 4,8 mois en 2023 et 5,2 mois en 2022.

Figure 8. Réserves brutes



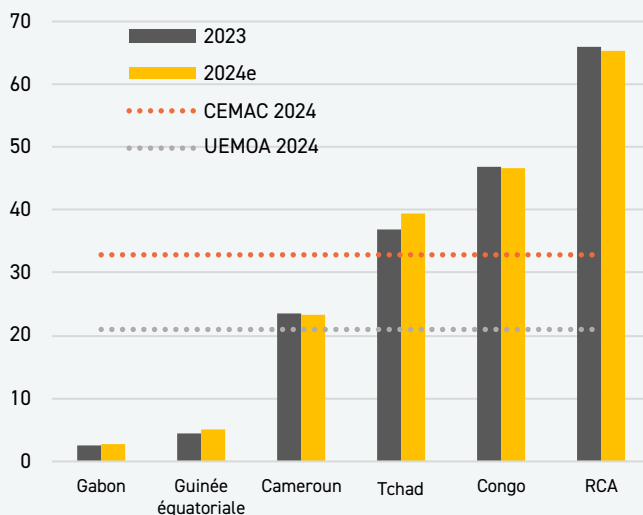
L'inflation moyenne (en glissement annuel) dans la région CEMAC a baissé, passant de 4,5 pour cent en décembre 2023 à 4 pour cent en décembre 2024.

Figure 9. Inflation moyenne dans la CEMAC (pour cent), 2020-2024



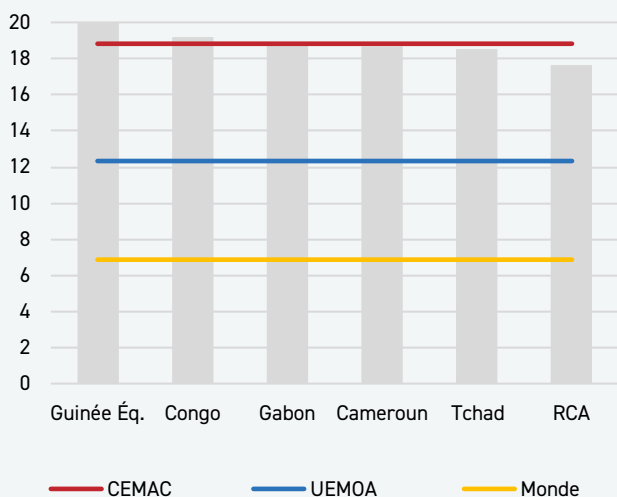
La pauvreté reste élevée, touchant un tiers de la population, et augmente dans presque tous les pays de la CEMAC.

Figure 10. Taux de pauvreté (% de la population vivant avec moins de 2,15 USD par jour)



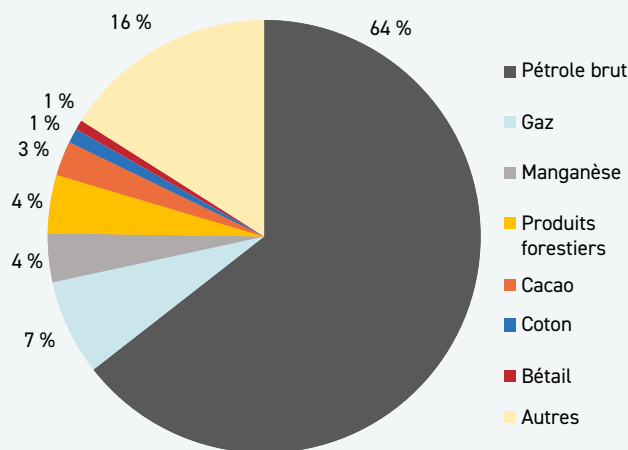
Les droits de douane élevés et d'autres contraintes logistiques font augmenter le coût du transport et des intrants, réduisant ainsi la compétitivité des entreprises de la CEMAC.

Figure 11. Taux des droits de douane (% des biens importés), 2017-22



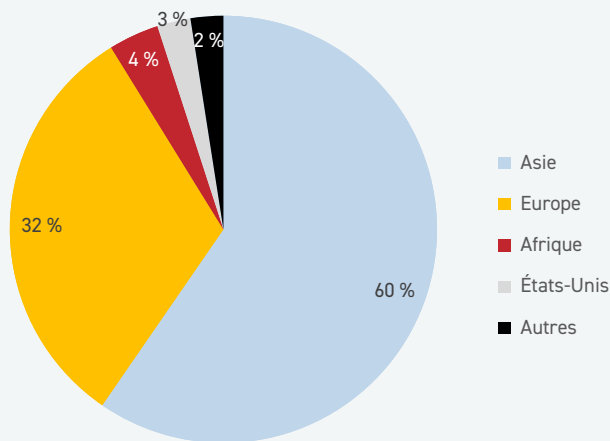
Les produits extractifs représentaient plus de 75 pour cent des exportations de la CEMAC, signe d'une faible diversification, d'une faible participation aux chaînes de valeur et d'une forte exposition à la volatilité des marchés de matières premières.

Figure 12. Principales exportations de la CEMAC (% de la valeur des exportations totales), 2023



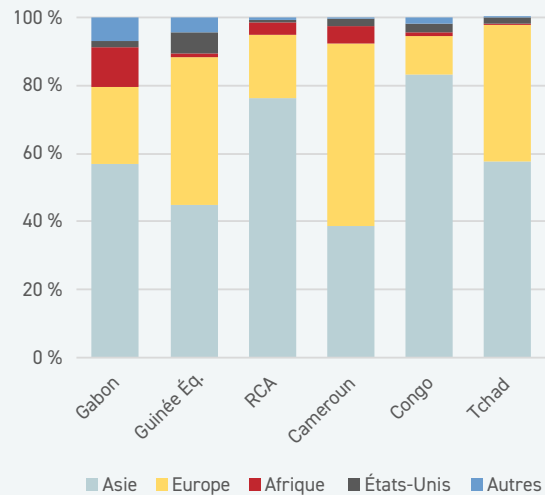
En 2023, l'Asie a été de loin la principale destination des exportations de la CEMAC (60 pour cent du total), suivie par l'Europe (32 pour cent), l'Afrique (4 pour cent) et les États-Unis (3 pour cent).

Figure 13. Destination des exportations de la CEMAC



La Guinée équatoriale a été le plus grand exportateur vers les États-Unis parmi les pays de la CEMAC en 2023 (6 pour cent de ses exportations), suivie du Congo (3 pour cent), du Cameroun et du Tchad (2 pour cent chacun).

Figure 14. Destination des exportations par pays de la CEMAC, 2023



Sources : Autorités nationales, BEAC, Bruegel, OEC, Banque mondiale, FMI et calculs des services de la Banque mondiale. Notes : Les données présentées correspondent à des moyennes pondérées pour la CEMAC et l'UEMOA, calculées en fonction de la part de chaque pays dans le PIB régional. Les données sur la pauvreté ne sont pas disponibles pour tous les pays ni pour toutes les périodes ; elles reposent sur des estimations actuelles et prévisionnelles fondées sur les enquêtes nationales auprès des ménages disponibles pour le Cameroun (2014), la République centrafricaine (2021), le Tchad (2018), le Congo (2011), le Gabon (2017) et la Guinée équatoriale (2022). Les données sur les réserves régionales sont disponibles jusqu'en octobre 2024. Le poids des pays dans l'agrégation de l'indice communautaire utilisé pour le calcul de l'inflation provient de la Note sur l'inflation dans les pays membres de la CEMAC (2025). Cette note indique que les données sur l'inflation moyenne dans la CEMAC sont basées sur les dépenses de consommation individuelle des ménages, telles que définies dans le cadre du Programme de comparaison internationale de 2017.⁶ RCA = République centrafricaine, Guinée éq = Guinée équatoriale.

Principaux défis en matière de développement et priorités de réforme dans la CEMAC

Il serait essentiel pour la CEMAC d'accélérer son programme de réformes économiques afin de stimuler la croissance, d'améliorer les niveaux de vie et d'inverser la tendance à la hausse de la pauvreté dans la région. Les pays de la CEMAC sont confrontés à plusieurs défis structurels, présentés dans le Tableau 2. Les principales mesures qui permettraient d'optimiser l'action publique comprennent notamment le renforcement des mécanismes de contrôle, de redevabilité et de transparence dans la gestion des recettes provenant des ressources et des dépenses publiques. Des initiatives visant à une meilleure gestion des marchés publics, des investissements publics et des ressources humaines seraient également essentielles.

Malgré les efforts de réforme en cours, les progrès sur les principaux indicateurs structurels ont été lents au cours des trois dernières années, et la plupart des pays de la CEMAC se situent dans le tercile inférieur de leur groupe de revenu. C'est le cas en particulier en ce qui concerne les indicateurs de gouvernance, comme le montre le Tableau 2. Bien que de nombreux pays de la CEMAC bénéficient d'un environnement politique relativement stable et d'une faible exposition aux conflits armés, peu de progrès ont été réalisés entre 2021 et 2023 dans la lutte contre la corruption et l'amélioration de l'efficacité de la gouvernance. Les défis en matière de gouvernance

⁶ Note sur l'inflation dans les pays de la CEMAC (Edition Avril 2025). https://cemac.int/wp-content/uploads/2025/04/Note_inflation_CEMAC_2024.pdf

continuent d'entraver la mise en œuvre des réformes, la mobilisation efficace des ressources et la prestation des services publics de manière efficace.

L'emploi se déplace de l'agriculture vers l'industrie et surtout vers les services, mais des réformes sont nécessaires pour créer suffisamment d'emplois pour la population jeune et en croissance dans la CEMAC.

La transformation structurelle en cours dans la région ne s'est pas encore traduite par une création suffisante d'emplois de qualité. Bon nombre de nouveaux emplois se trouvent dans le secteur informel des services, souvent caractérisé par une faible productivité, une précarité de l'emploi et de bas salaires. Ces secteurs offrent rarement le niveau d'innovation ou de valeur ajoutée nécessaire pour soutenir une croissance économique durable. En plus du taux élevé d'informalité, qui concerne plus de 65 pour cent des emplois, les taux de chômage moyens restent élevés dans la CEMAC. Avec environ 9,7 pour cent de la population active au chômage, ce taux est plus de quatre fois supérieur à celui observé dans la zone UEMOA.

Il serait crucial d'investir davantage dans l'éducation - et plus largement dans le capital humain - et d'améliorer la qualité pour soutenir la croissance et l'emploi.

Le sous-investissement dans le capital humain constitue une contrainte majeure rencontrée par la CEMAC. Les dépenses publiques en éducation restent faibles dans l'ensemble de la région, en comparaison avec celles de pays de niveau de revenu similaire. En moyenne, les gouvernements de la CEMAC consacrent 2,3 pour cent du PIB à l'éducation, contre 4,1 pour cent en Afrique subsaharienne. Ce sous-financement nuit aux efforts visant à améliorer la productivité du travail et freine le développement d'une main-d'œuvre qualifiée capable de soutenir la diversification économique et la compétitivité. L'inadéquation entre les compétences disponibles et les besoins du marché du travail conduit au double phénomène de chômage élevé et de pénuries de main-d'œuvre, les entreprises rencontrant des difficultés à recruter les profils adéquats tandis que de nombreux

travailleurs ne parviennent pas à trouver un emploi. Par exemple, selon des données récentes de la Banque mondiale, 43 pour cent des travailleurs salariés adultes au Cameroun seraient sous-qualifiés pour leurs postes en raison d'un niveau d'instruction insuffisant. La majorité des travailleurs n'ont qu'un niveau d'études primaires ou inférieur, alors qu'environ la moitié des emplois du secteur privé nécessitent des compétences correspondant à l'enseignement secondaire.⁷ Par ailleurs, les lacunes dans les services de santé affectent le bien-être et la productivité de la main-d'œuvre. En 2021, le Cameroun et le Tchad comptaient respectivement 0,09 et 0,05 médecin pour 1 000 habitants, des chiffres bien en deçà des moyennes de l'Afrique subsaharienne (0,29) et du monde (2,4).⁸ Pour renforcer le capital humain, réduire le chômage et répondre aux besoins du marché du travail, les gouvernements de la CEMAC devraient accroître et améliorer les investissements dans l'éducation, la santé et la formation professionnelle.

Le commerce, l'emploi et la création de richesse sont freinés par les coûts élevés du transport ainsi que par d'importantes lacunes logistiques et infrastructurelles.

La participation de la CEMAC au commerce international reste faible, les produits primaires dominant largement le panier d'exportations de la région (voir Figure 12). Le commerce intrarégional est également faible, ne représentant que 5,1 pour cent du commerce total sur la période 2019-2021.⁹ Pour être compétitives, les entreprises doivent pouvoir accéder à des infrastructures adéquates, au crédit, à des dispositifs de facilitation des échanges et bénéficier d'un cadre réglementaire des affaires favorable. Or, bien que des progrès soient observés dans le développement des infrastructures — notamment une amélioration de l'accès à l'électricité et une hausse des investissements en capital fixe ces dernières années (voir Tableau 2) — les résultats restent inégaux et insuffisants pour répondre à la demande croissante ou soutenir pleinement la transformation économique. Une infrastructure encore

⁷ Banque mondiale. *Cameroun Country Growth and Jobs Report* (rapport en cours de préparation).

⁸ Banque mondiale. *Base de données ProsperityData360*.

⁹ Banque mondiale. 2025. *Equatorial Guinea Country Economic Memorandum*.

sous-développée dans les domaines de l'énergie, du transport et du numérique, la forte présence de barrières non tarifaires, ainsi que le caractère incomplet de la mise en œuvre et de l'harmonisation des dispositions communautaires telles que les règles douanières et les politiques communes, constituent des obstacles majeurs aux échanges. En raison de l'insuffisance de l'approvisionnement en électricité, de l'inadéquation des infrastructures de transport, des défis en matière de performance des ports et des douanes et des lourdeurs administratives, il reste coûteux et difficile de produire et de transporter des biens dans la région. Par exemple, en 2021, la densité routière était de 26,5 km par unité de surface au Cameroun et de seulement 3,3 km au Tchad, contre une moyenne de 25 km en Afrique subsaharienne et de 88 km à l'échelle mondiale.¹⁰ Les contrôles fréquents et redondants effectués par plusieurs agences, ainsi que la persistance de petites extorsions (connues sous le nom de « tracasseries ») aux frontières et le long des corridors commerciaux, augmentent encore les coûts du commerce et entraînent une hausse du coût de la vie. Ainsi, selon les estimations d'une étude de la Banque mondiale, un voyage aller-retour d'un camion de 25 tonnes entre la frontière camerounaise et la capitale centrafricaine, Bangui, occasionne des frais de plus de 3 000 USD, alors que les frais officiels ne s'élèvent qu'à moins de 60 USD.¹¹ Le déficit d'infrastructures se rencontre aussi en ce qui concerne les technologies numériques. L'économie numérique pourrait apporter des opportunités transformatrices pour la CEMAC, mais la connectivité limitée, le manque de compétences numériques et l'absence d'une réglementation appropriée freinent l'adoption de ces technologies. L'utilisation d'Internet reste inférieure à la moyenne régionale d'Afrique subsaharienne et les coûts des données sont élevés dans la plupart des pays de la CEMAC.

Les droits de douane élevés entraînent une augmentation du coût des intrants importés, notamment les machines et les matières premières essentielles, ce qui rend la production (et la

consommation) plus onéreuse au sein de la CEMAC. Les pays membres appliquent le tarif extérieur commun (TEC) de la CEMAC sur les importations, tarif qui s'élevait en moyenne à 18,3 pour cent en 2023, contre 12,4 pour cent dans la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Cela constitue un frein à la compétitivité de la CEMAC et à ses ambitions de montée en gamme dans les chaînes de valeur ainsi que d'intégration plus poussée au commerce international. Les droits de douane élevés et les barrières non tarifaires, telles que des exigences techniques complexes, limitent la capacité des entreprises à participer au commerce. Compte tenu de la taille relativement petite des marchés nationaux, notamment dans les plus petits pays de la région, le développement des exportations est un levier essentiel pour permettre aux entreprises de croître, d'embaucher davantage, d'augmenter la valeur ajoutée locale et de diversifier l'économie. Dans le contexte des politiques commerciales actuelles, les droits de douane élevés posent un défi supplémentaire dans la mesure où ils aggravent la forte incertitude de l'environnement du commerce mondial caractérisé par la montée du protectionnisme dans plusieurs régions du monde, renforçant ainsi la vulnérabilité de la CEMAC face aux risques extérieurs (voir Encadré 1).

Par ailleurs, les pays de la CEMAC sont de plus en plus vulnérables aux effets négatifs du changement climatique. Bien qu'ils contribuent relativement peu aux émissions mondiales, ils sont confrontés à des risques majeurs tels que des événements climatiques extrêmes, des inondations et la dégradation des sols. Cette vulnérabilité est aggravée par une faible capacité d'adaptation, généralement inférieure à celle des pays de revenu comparable (voir Tableau 2). Ainsi, les pays sont moins aptes à faire face aux chocs climatiques et les investissements ciblés dans la résilience et la durabilité environnementale deviennent une question de plus en plus urgente pour ces pays.

¹⁰ Banque mondiale. Base de données *ProsperityData360*.

¹¹ Banque mondiale. 2018. *Breaking Down the Barriers to Regional Agricultural Trade in Central Africa*.

Encadré 1. Incertitude croissante et vulnérabilité : principaux risques et défis pour le développement dans la CEMAC



La région CEMAC est exposée à d'importantes vulnérabilités, dans un contexte marqué par des bouleversements de l'environnement économique et sécuritaire mondial. Ces vulnérabilités ont principalement trait à la dette, au commerce, aux prix des hydrocarbures, à l'aide extérieure et à l'insécurité. Les fragilités économiques, sociales et institutionnelles réduisent la résilience des pays et limitent leur capacité à faire face à la montée de l'incertitude et à une éventuelle détérioration de leur environnement extérieur. Le Tableau

B.1 met en lumière des différentes sources de vulnérabilité qui affectent chaque pays. La dépendance de certains pays à l'aide extérieure constitue une première contrainte. Les réductions, qu'elles soient annoncées ou déjà effectives, de l'aide au développement apportée par les principaux partenaires représentent un défi sérieux pour la République centrafricaine. En 2024, par exemple, l'aide au développement en provenance des États-Unis représentait un appui essentiel aux services humanitaires et sociaux en RCA, équivalant à 10 pour cent du PIB (voir Figure B.2). L'impact de la réduction de cette aide sur les services publics essentiels, la pauvreté, la santé et la nutrition risque d'être sévère en RCA mais peut être aussi significatif au Tchad, au Cameroun et au Congo.

Une deuxième source de vulnérabilité est celle liée au niveau élevé de la dette publique, notamment non concessionnelle, dans plusieurs pays qui sont ainsi exposés au contexte mondial marqué par le resserrement des conditions de financement et pourraient ne pas pouvoir couvrir leurs besoins de financement. Les coûts élevés du service de la dette et l'accumulation d'arriérés constituent une contrainte majeure pour les finances publiques de certains pays. Le Congo, qui se trouve en situation de surendettement, et le Gabon, où l'analyse de viabilité de la dette réalisée par le FMI fait état d'une dégradation à partir de la mi-2024, sont particulièrement exposés à la vulnérabilité associée à des risques de dette et de financement importants.

Le commerce extérieur constitue un autre facteur de vulnérabilité étant donné que les matières premières pèsent fortement dans les exportations des pays, notamment les hydrocarbures et les minerais. En outre, les pays de la CEMAC sont par ailleurs fortement dépendants des importations de produits essentiels, tels que les denrées alimentaires. Le commerce extérieur dans la CEMAC est également vulnérable à cause de la forte concentration des marchés d'exportation : la Chine représente à elle seule plus d'un quart de ses exportations totales. En outre, étant donné que la CEMAC est fortement dépendante des ressources naturelles, en particulier du pétrole, une hausse de la production dans d'autres pays tels que les États-Unis ou chez des producteurs émergents combinée à un ralentissement de l'économie mondiale entraînerait une baisse des cours du pétrole, ce qui aurait un impact sévère sur l'ensemble des économies de la région. Par ailleurs, certaines régions du Cameroun sont affectées par des conflits qui entraînent des pertes

humaines, des déplacements forcés et des perturbations économiques. L'insécurité est aussi un sujet de préoccupation dans certaines zones du Tchad et de la RCA.

Les impacts sociaux et économiques d'une détérioration de l'environnement extérieur seraient particulièrement sévères dans les pays de la CEMAC, compte tenu de leurs défis en matière de résilience institutionnelle et sociale, auxquels s'ajoutent des vulnérabilités économiques. Des défis sociaux se posent de manière aigüe : le chômage reste élevé, s'élevant à 19,7 pour cent de la population active au Congo et 20,7 pour cent au Gabon. Le chômage des jeunes et des populations vulnérables est également répandu, tout comme la pauvreté, qui reste particulièrement marquée en République centrafricaine, où plus des deux tiers de la population vivent avec moins de 2,15 USD par jour (en PPA de 2017). Ces vulnérabilités peuvent être exacerbées par les défis en matière de qualité et d'efficacité des institutions et de l'action publique qui limitent la capacité des États à apporter des réponses efficaces à ces importants problèmes. Ces défis institutionnels auxquels la région est confrontée se retrouvent dans les scores limités obtenus par les pays de la région dans les Indicateurs mondiaux de gouvernance qui mesurent la redevabilité, la stabilité politique, l'efficacité des pouvoirs publics, la qualité de la réglementation, l'état de droit et la lutte contre la corruption.

Tableau B.1. Carte thermique des vulnérabilités

Pays	Vulnérabilité à l'aide	Vulnérabilité à la dette	Vulnérabilité commerciale	Vulnérabilité au cours des hydrocarbures	Vulnérabilité sécuritaire	Résilience sociale	Résilience institutionnelle
Cameroun	0,94	0,77	0,94	0,93	0,76	0,52	0,26
RCA	0,36	0,72	0,89	1,00	0,93	0,09	0,12
Tchad	0,85	0,86	na	0,72	0,95	0,32	0,17
Congo	0,96	0,55	0,80	0,37	1,00	0,09	0,28
Gabon	1,00	0,61	0,83	0,66	1,00	0,66	0,34
Guinée Éq.	1,00	na	na	0,73	1,00	0,49	0,21

Source : Calculs des services de la Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, Statistiques de la dette internationale, IDA, Statistiques de l'OMC, ACLED, Tableau de bord CEM TCD, et données de l'aide étrangère des États-Unis.

Notes : Les scores vont de 0 (le plus faible) à 1 (le plus élevé). Les tons verts (en fonction de leur profondeur) correspondent aux meilleurs scores, tandis que les tons rouges (en fonction de leur profondeur) indiquent les pires résultats. Les scores des pays dans chaque domaine sont normalisés sur une échelle de 0 à 1, à partir des valeurs minimale et maximale mondiales. Les scores pour chaque indicateur sont calculés comme suit : Aide - Moyenne simple des valeurs normalisées en pourcentage du RNB et de l'aide américaine en pourcentage du PIB; Dette : Moyenne de la dette publique et de la dette non concessionnelle en pourcentage du PIB ; Commerce : Commerce en pourcentage du PIB, indice HHI de concentration des marchés, et exportations minières en pourcentage du PIB ; Prix des hydrocarbures : Exportations de carburants en pourcentage du PIB ; Sécurité : Nombre de décès liés aux conflits en 2024 (base de données ACLED) ; Résilience sociale : Moyenne de l'emploi vulnérable, du chômage des jeunes et de l'extrême pauvreté; et Résilience institutionnelle : Score global des Indicateurs de gouvernance mondiale. Note : RCA = République centrafricaine ; Guinée Éq. = Guinée équatoriale.

Il est incertain dans quelle mesure la CEMAC serait directement affectée par la hausse des droits de douane imposée par les États-Unis et par la montée du protectionnisme. Les États-Unis ne constituent pas une destination majeure des exportations de la région dans son ensemble (voir Figure B.1). Par ailleurs, les hydrocarbures – principale exportation de la CEMAC – demeurent exemptés des hausses tarifaires américaines. Cependant, les perturbations du commerce mondial pourraient avoir des effets négatifs sur la croissance des grandes économies, telles que la Chine ou l'Europe, et ainsi réduire leur demande, compromettant ainsi les exportations de la CEMAC. De plus, plusieurs produits exportés par la région pourraient être concernés par de futures hausses de droits de douane américains dans le cadre d'une éventuelle politique de réciprocité. En raison de structures tarifaires globalement élevées, la CEMAC applique à certains produits importés des États-Unis des droits de douane nettement supérieurs à ceux que les États-Unis appliquent à leurs exportations pour ces mêmes produits (voir Figure B.3). Cependant, une évolution du commerce mondial vers davantage de protectionnisme nuirait certainement aux perspectives d'augmentation et de diversification des exportations, pourtant essentielles pour soutenir la croissance et la création d'emplois dans la région. Alors que l'économie de la CEMAC traverse une période de fortes incertitudes, il est important que les stratégies et politiques mises en œuvre aux niveaux régional et national tiennent pleinement compte des différents risques et facteurs de vulnérabilité, afin de définir les moyens de s'attaquer à ces défis et de promouvoir la résilience ainsi que la protection des populations, de l'économie et de l'environnement en Afrique centrale.

Fig B1. Exportations par destination (% des exportations totales), 2023

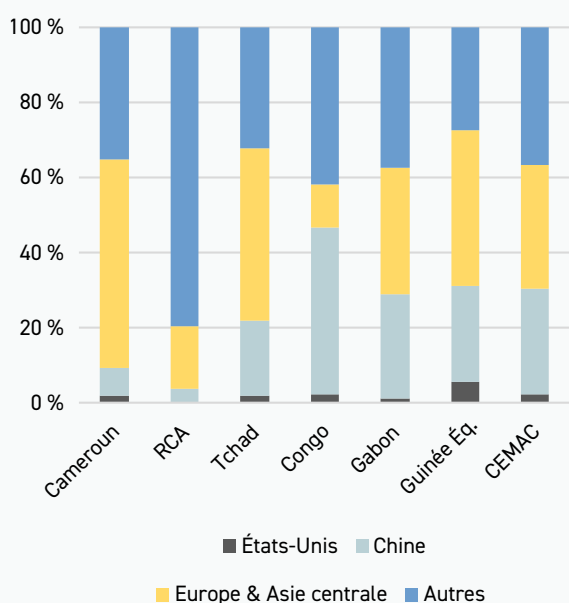


Figure B2. Montant net de l'aide publique au développement et de l'aide extérieure des États-Unis à la CEMAC

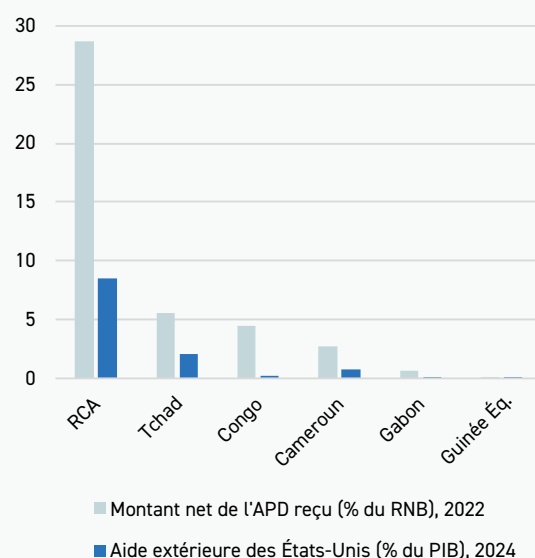
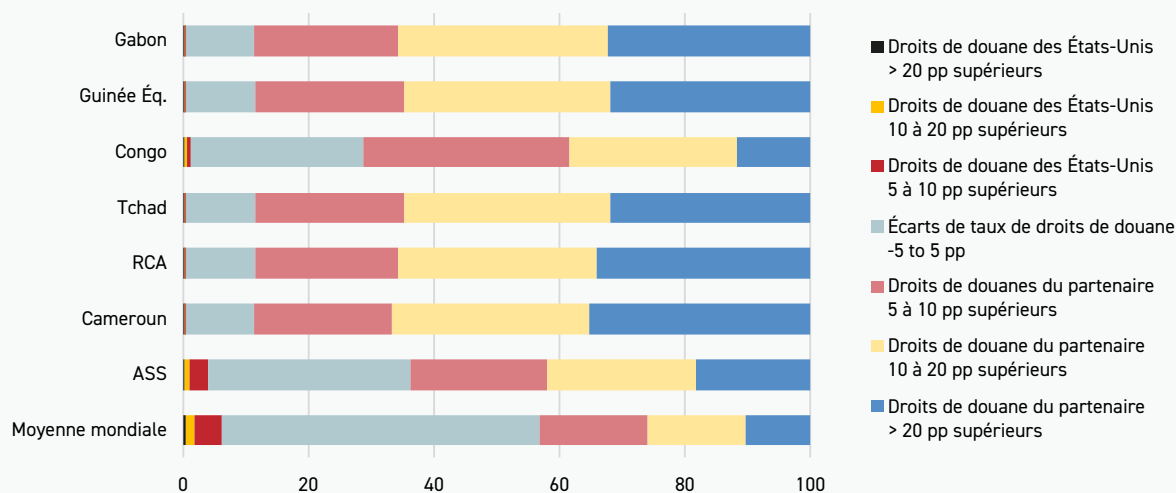


Figure B.3. Pourcentage de lignes tarifaires selon les écarts de taux de droits de douane (tarif imposé par le partenaire moins tarif des États-Unis)



Source : Calculs des services de la Banque mondiale, Trade Map ITC, MacMap, WITS, UN Comtrade (2023), Indicateurs du développement dans le monde, et données de l'aide étrangère des États-Unis. Notes : Les calculs sont fondés sur les droits de douane appliqués bilatéralement entre les États-Unis et le pays partenaire, et tiennent compte des préférences bilatérales prévues dans les accords de libre-échange (ALE) en vigueur. Les lignes tarifaires exprimées en taux non ad valorem ont été converties en équivalents ad valorem. Les calculs ne tiennent pas compte des autres taxes et prélèvements qui peuvent être appliqués aux importations.

Encadré 2. Comment faire face aux vulnérabilités liées à la dette dans la région CEMAC ?



La région CEMAC a connu une forte hausse de son ratio dette/PIB au cours des dernières années, traduisant une augmentation des besoins de financement. Depuis la fin du dernier boom pétrolier, ce ratio a plus que doublé, avec des niveaux particulièrement élevés observés au Congo (93 pour cent), au Gabon (72 pour cent) et en République centrafricaine (60 pour cent). À l'inverse, bien que le ratio dette/PIB ait également

augmenté en Guinée équatoriale, il reste nettement inférieur à celui des autres pays de la CEMAC. En moyenne, la dette publique dans la CEMAC est passée de 17 pour cent du PIB en 2011 à 51 pour cent en 2024 (voir Figure B2.1A). Une part importante de cette dette provient de créanciers bilatéraux, la Chine

représentant à elle seule 25 pour cent de l'encours total. Les créanciers multilatéraux et privés représentent respectivement 34 pour cent et 26 pour cent (voir Figure B.2.1B).

Le coût du service de la dette réduit considérablement l'espace budgétaire des pays de la CEMAC, limitant leur marge de manœuvre pour financer les secteurs clés tels que celui de la santé, de l'éducation et des infrastructures. Il est donc essentiel de réduire ces coûts pour permettre à la région de se concentrer sur ses priorités de développement. En 2021, la CEMAC consacrait, en moyenne, autant de ressources au service de la dette qu'à l'éducation, et plus du double de ce qu'elle allouait à la santé publique (voir Figures B.2.2A et B.2.2B). L'augmentation des ratios dette/PIB a été aggravée par des chocs économiques extérieurs, tels que la baisse des recettes pétrolières, la volatilité des cours des matières premières et les pressions financières liées à la pandémie de COVID-19. Les échecs des émissions de titres publics (rares avant 2023) se sont multipliés, en particulier au Tchad, au Congo et au Gabon, signalant des difficultés croissantes à gérer les engagements liés au service de la dette.

Figure B.2.1

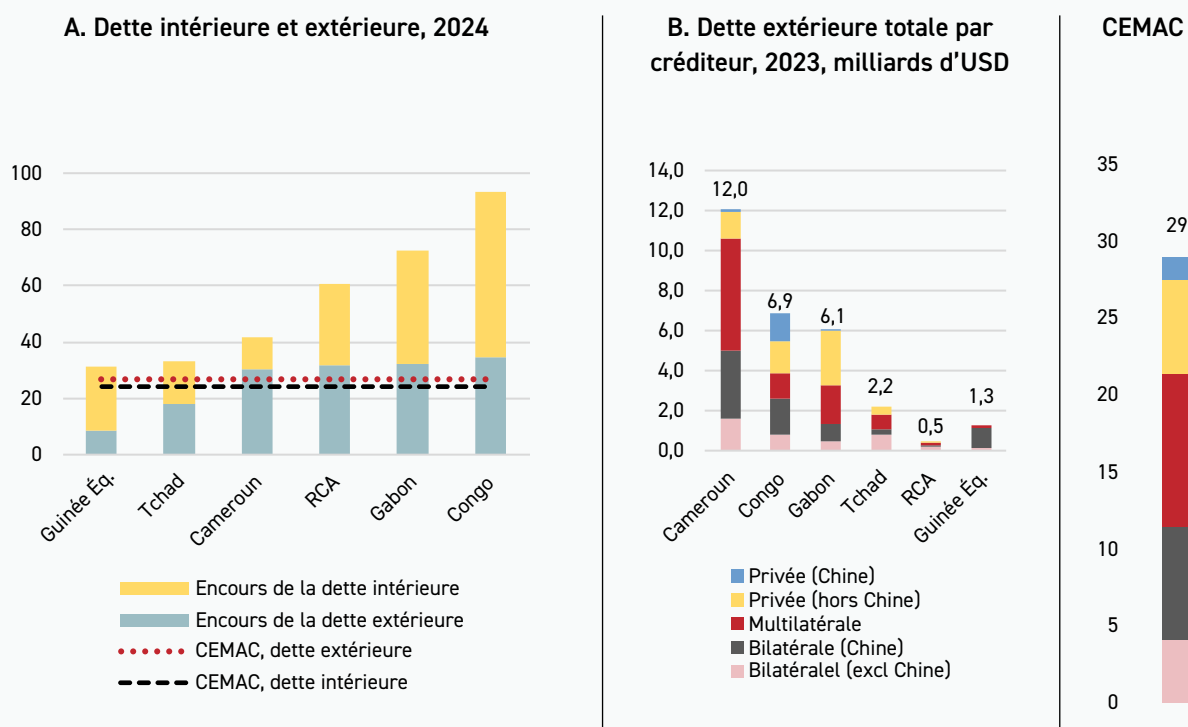
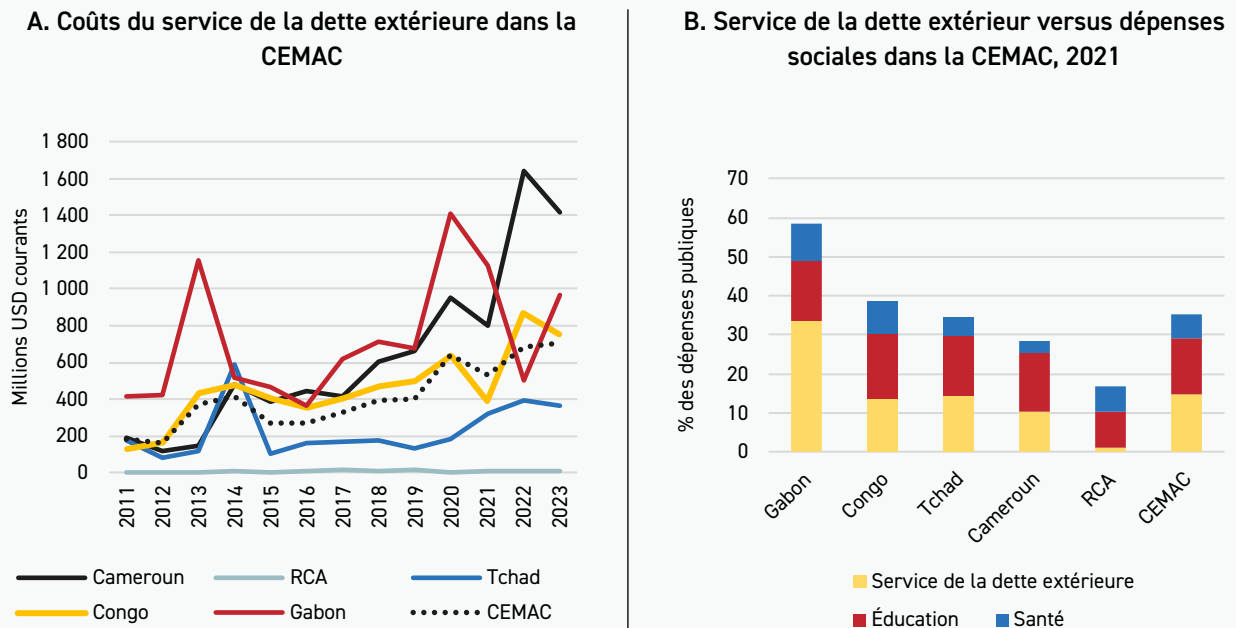


Figure B.2



Source : Autorités nationales, Modèle macro-budgétaire de la Banque mondiale (MFMOD) et Statistiques de la dette internationale Note : Les données pour la CEMAC sont des moyennes pondérées.

Dans l'ensemble, les vulnérabilités liées à la dette se sont accentuées dans certains pays de la CEMAC, dans un contexte marqué par d'importantes échéances de remboursement et par des conditions financières mondiales et régionales difficiles. Les dernières analyses de viabilité de la dette (AVD) menées par le FMI et la Banque mondiale indiquent que le Congo est en situation de surendettement ; que le Cameroun, la République centrafricaine et le Tchad présentent un risque élevé de surendettement ; et que le risque de stress souverain est élevé au Gabon et modéré en Guinée équatoriale (voir Tableau B2.1). L'aggravation des vulnérabilités tient également à l'exposition significative des banques à la dette souveraine, ce qui accentue les risques de refinancement sur le marché des titres publics. Ainsi, le Congo, confronté à un calendrier de remboursement particulièrement chargé, a lancé en octobre 2024 une opération de reprofilage de sa dette intérieure afin d'allonger la maturité de ses titres. Une opération similaire a été conduite au Gabon en mars 2025.

La région CEMAC devrait engager des réformes visant à gérer ses niveaux d'endettement de manière rigoureuse et efficace afin d'éviter une crise de la dette et d'améliorer la viabilité budgétaire. Toutefois, le manque de transparence complique ces efforts dans certains pays. Pour améliorer la situation de la dette de la région à court et à moyen terme, il serait important de poursuivre des efforts d'assainissement budgétaire en renforçant la mobilisation des recettes domestiques et en rationalisant les dépenses publiques. Dans le cadre de la poursuite de cet assainissement budgétaire, il demeure essentiel que ces efforts réduisent au

minimum les effets négatifs sur la croissance économique et sur la pauvreté. La réduction des vulnérabilités liées à la dette permettrait également d'accroître la marge de manœuvre budgétaire nécessaire pour soutenir une plus grande résilience aux chocs externes, y compris ceux découlant de la volatilité des marchés des produits de base. À long terme, la mise en œuvre de réformes en soutien à l'accélération de la croissance économique et à la diversification économique contribuerait également à accroître l'assiette fiscale et à renforcer la capacité d'endettement des pays.

Les défis persistants en matière de politique et de gestion de la dette continuent de peser sur les scores des pays de la région à l'indicateur CPIA (Évaluation des politiques et des institutions nationales), notamment sur les dimensions de la dette, qui restent inférieures à la moyenne de 3,1 points (sur 6) observée en Afrique subsaharienne. Alors que la transparence de la dette est essentielle pour mettre en œuvre des stratégies de gestion efficaces, de nombreux pays de la CEMAC accusent un retard dans leur capacité à produire et à diffuser des données transparentes. L'indicateur de capacité statistique (ICS) de la Banque mondiale, qui mesure la capacité d'un pays à collecter, analyser et publier des données publiques, indique que les pays de la région affichent des performances inférieures à la moyenne en Afrique subsaharienne. Les scores sont les plus faibles en Guinée équatoriale et en République centrafricaine, tandis que le Tchad et le Cameroun se rapprochent de la moyenne régionale. Des progrès ont néanmoins été réalisés en matière de transparence de la dette. Une analyse qui comprend le Cameroun, le Congo, le Tchad et la RCA montre que la plupart des pays de la CEMAC publient désormais des rapports sur la dette, mais ceux-ci manquent de données complètes. Par exemple, ces rapports offrent souvent une couverture sectorielle limitée, et à l'exception du Cameroun, aucun de ces trois pays ne fournit d'informations sur sa stratégie de gestion de la dette et ne présente que des plans annuels d'endettement partiels, sinon aucun, et peu d'informations relatives aux engagements conditionnels (voir Tableau B2.2).

Tableau B2.1. Analyse de la viabilité de la dette dans les pays de la CEMAC

	Année de l'analyse	Risque global de surendettement	Risque de surendettement extérieur	Viabilité
Cameroun	2024	Élevé	Élevé	Viable
RCA	2024	Élevé	Élevé	Viable
Tchad	2022	Élevé	Élevé	Viable
Rép. Congo	2024	En surendettement	En surendettement	Viable
Guinée Équatoriale	2024	Modéré		
Gabon	2024	Élevé		

Source : AVD des pays à faible revenu de la Banque mondiale/FMI pour le Cameroun, la République centrafricaine et la République du Congo, et AVD du FMI pour le Gabon et la Guinée Équatoriale.

Tableau B2.2. Carte thermique de la transparence de dette dans les pays de la CEMAC

	Accessibilité des données	Couverture de l'instrument	Couverture du secteur	Informations sur les prêts extérieurs récents	Périodicité	Décalage	Stratégie de gestion de la dette	Plan d'emprunt annuel
Cameroun	1	1	1	4	1	1	4	2
RCA	4	3	3	1	4	3	1	1
Tchad	4	3	2	4	3	2	4	2
Congo	4	4	3	4	4	4	2	1

Source: Banque mondiale, <https://www.worldbank.org/en/topic/debt/brief/debt-transparency-report/2024>

Les engagements forts exprimés lors du sommet extraordinaire des chefs d'État de la CEMAC en décembre 2024 pour corriger les déséquilibres macroéconomiques, renforcer les institutions régionales et donner la priorité aux réformes structurelles offrent un certain espoir quant à des perspectives plus résilientes en matière macroéconomique et de viabilité de la dette. Toutefois, des mesures concrètes et ambitieuses seront nécessaires pour traduire ces engagements en actions concrètes et assurer la viabilité budgétaire dans la région. Les options de politique économique incluent (i) la consolidation budgétaire reposant sur une mobilisation accrue des recettes fiscales non pétrolières et sur une amélioration de l'efficacité des dépenses publiques, notamment par l'élimination progressive des subventions régressives et inefficaces, tout en préservant des filets de protection sociale ciblés pour les populations vulnérables ; (ii) le renforcement de la gestion des finances publiques et de la gestion de la dette, l'apurement des arriérés ainsi que la mise en œuvre de stratégies globales visant à leur règlement et à la prévention de nouveaux arriérés ; et (iii) l'amélioration de la transparence de la dette et la limitation des emprunts adossés à des garanties, en particulier ceux gagés sur les ressources naturelles.

L'accélération des réformes inscrites dans le Programme de Réformes Économiques et Financières de la CEMAC (PREF-CEMAC II) et la mise en œuvre du prochain Programme Économique Régional pourraient contribuer à apporter une réponse aux principaux défis de développement auxquels la région CEMAC est confrontée. Le PREF-CEMAC II (2021-2025) est axé sur la politique budgétaire, la politique monétaire et les systèmes financiers, les réformes structurelles, l'intégration régionale et la coopération internationale. Les objectifs budgétaires prioritaires portent sur l'amélioration de la mobilisation des recettes non pétrolières, le renforcement de l'administration fiscale et une plus grande efficacité de la dépense publique. Au niveau des piliers 3 et 4 du PREF-CEMAC portant sur les réformes structurelles et l'intégration régionale, les réformes en cours visent à promouvoir le développement du secteur privé et l'investissement, tout en soutenant l'intégration régionale à travers l'amélioration des infrastructures.

Des progrès ont été réalisés, notamment à travers l'adoption d'une stratégie régionale d'inclusion financière, l'élaboration d'un projet de politique industrielle, ainsi que des mesures visant à améliorer la productivité des industries locales. Onze projets intégrateurs prioritaires inscrits dans le PREF-CEMAC II visent à renforcer le commerce, l'approvisionnement énergétique, la connectivité et le développement des capacités humaines. À la fin du quatrième trimestre 2024, 65 pour cent des actions prévues dans la matrice de réformes avaient été mises en œuvre, contre 62 pour cent au troisième trimestre 2023. Des efforts supplémentaires restent urgemment nécessaires pour faire face à la montée des vulnérabilités, notamment celles liées à la dette (voir Encadré 2) et au commerce (voir Encadré 1). À l'avenir, le PREF-CEMAC III s'articulera sur la prochaine stratégie régionale, le Programme Économique Régional 2025-2050 (PER), qui définira les orientations de croissance à long terme.

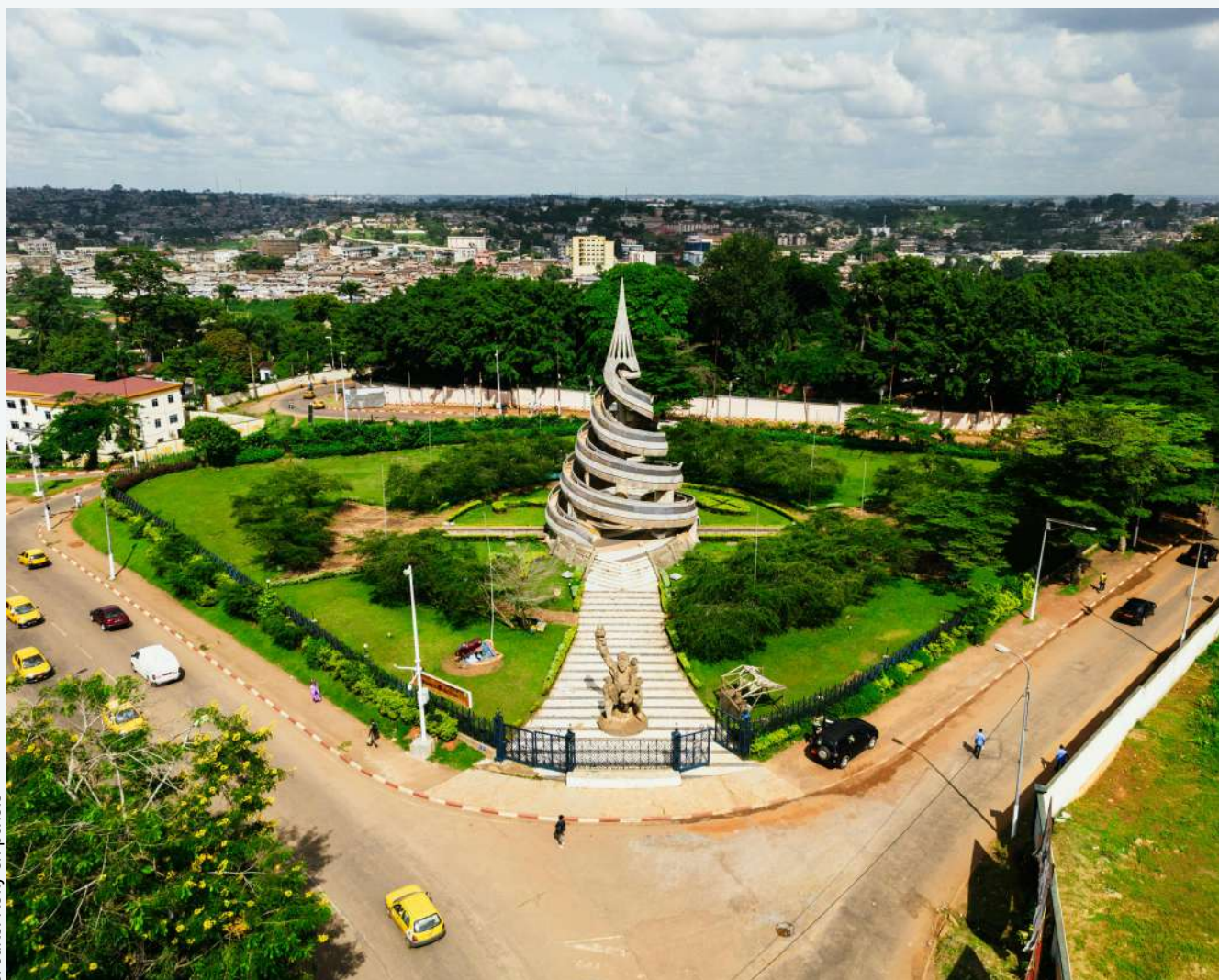


Tableau 2. Indicateurs de développement dans la CEMAC

Légende

(1)	Tendance des indicateurs de 2021- 2023 ^a	↑	En augmentation	=	Stable	↓	En baisse
(2)	Position dans le groupe de revenu ^b	TS	Tercile supérieur	TM	Tercile moyen	TI	Tercile inférieur

(a) Le tableau présente l'évolution de la valeur de chaque indicateur sur une période de trois ans, 2021-2023 (pour la plupart des indicateurs). La valeur peut soit augmenter, soit baisser, soit rester stable.

(b) Pour chaque indicateur structurel, la position du pays au sein de son groupe de revenu est indiquée sur la base de la valeur la plus récente de l'indicateur (2022 ou 2023). Le pays peut se situer dans le tercile supérieur (pays ayant les scores les plus élevés du groupe), le tercile moyen (scores moyens) ou le tercile inférieur (scores les plus faibles).

Remarque : Les cellules vides du tableau indiquent qu'il n'y avait pas suffisamment de données disponibles pour évaluer la tendance ou déterminer dans quel tercile le pays se situe.

Indicateurs structurels	Revenu intermédiaire de la tranche supérieure				Revenu intermédiaire de la tranche inférieure				Faible revenu			
	Gabon		Guinée équatoriale		Cameroun		Congo		RCA		Tchad	
	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)
SECTEUR PRIVÉ												
Investissement direct étranger, entrées nettes (% du PIB)	↓	TS	=	TM	↓	TM	↑	TS	=	TI	↑	TS
Industrie (y compris bâtiment et travaux publics), valeur ajoutée (% du PIB)	↓	TS	=	TS	↓	TM	↓	TS	=	TM	↓	TS
Agriculture, foresterie et pêche, valeur ajoutée (% du PIB)	=	TM	=	TI	=	TM	↑	TI	↓	TM	↑	TM
Services, valeur ajoutée (% du PIB)	↑	TM	↓	TM	↑	TM	=	TI	TI	TM	↑	TI
INFRASTRUCTURES												
Formation brute de capital fixe (% du PIB)	↑	TI	↑	TI	↑	TI	↑	TM	=	TI	↑	TI
Accès à l'électricité (% de la population)	↑	TI	=	TI	↑	TI	↑	TM	=	TI	↑	TI
Indice de performance logistique de la BM. ^c Rang : Sur 139 pays	↑	TI			↓	TI	↓	TM	=	TI		TS
CAPITAL HUMAIN ET NUMÉRISATION												
Dépenses publiques en matière d'éducation, total (% du PIB) ^d	↓	TI	↑	TI	↓	TM	↓	TM	↑	TI	↓	TI
Production par heure de travail (PIB constant en USD internationaux de 2017 en PPA)	↑	TS	=	TM	↑	TI	↑	TM	↑	TI	↑	TM
Utilisateurs d'Internet (% de la population)	=	TI	↑	TI	=	TI	↑	TI		TI	↑	TI

Indicateurs structurels	Revenu intermédiaire de la tranche supérieure				Revenu intermédiaire de la tranche inférieure				Faible revenu			
	Gabon		Guinée équatoriale		Cameroun		Congo		RCA		Tchad	
	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)
CHANGEMENT CLIMATIQUE												
Indice ND-GAIN sur la vulnérabilité et la préparation au changement climatique	=	TI	↓	TI	↑	TI	=	TI	=	TI	=	TI
EMPLOI												
Emploi dans l'agriculture (% de l'emploi total)	=	TS	=	TS	↓	TS	↓	TM	=	TS	↓	TS
Emploi dans l'industrie (% de l'emploi total)	↑	TI	↑	TI	↑	TM	↑	TM	↑	TI	↑	TM
Emploi dans les services (% de l'emploi total)	↑	TM	↑	TI	↑	TM	↑	TM	↑	TI	↑	TI
GOVERNANCE												
Classement par centile parmi tous les pays (classement allant de 0 (le plus bas) à 100 (le plus élevé)) 2023												
Capacité à se faire entendre et redevabilité	=	TI	↑	TI	↑	TI	↑	TI	↓	TI	↓	TI
Stabilité politique et absence de violence/terrorisme	↓	TM	=	TM	↑	TI	↓	TS	=	TI	=	TM
Efficacité du gouvernement	↓	TI	↓	TI	↓	TI	↑	TI	↓	TI	↓	TM
Qualité des réglementations	=	TI	↑	TI	=	TI	↑	TI	=	TI	=	TM
État de droit	↓	TI	↑	TI	↑	TI	↑	TI	↓	TI	=	TM
Lutte contre la corruption	↓	TI	↓	TI	=	TI	↑	TI	=	TI	=	TI
<p>Les informations rapportées sur tous les indicateurs (à l'exception de l'indice de performance logistique de la Banque mondiale et des dépenses publiques en éducation) ont trait aux années 2021, 2022 et 2023. La valeur de 2023 est utilisée pour placer les pays dans un tercile de leur groupe de revenu.</p> <p>(c) Les informations rapportées sur l'indice de performance logistique (IPL) de la Banque mondiale ont trait aux années 2023, 2018 et 2016. La valeur de 2023 est utilisée pour placer les pays dans un tercile de leur groupe de revenu.</p> <p>(d) Les informations rapportées sur les dépenses publiques en éducation ont trait aux années 2020, 2021 et 2022. La valeur de 2022 est utilisée pour placer les pays dans un tercile de leur groupe de revenu.</p>												



SECTION

2—

Évolutions par pays¹²

12 La section « Évolution par pays » est basée sur les Perspectives macroéconomiques et de pauvreté (MPO) de la Banque mondiale préparées pour les Réunions de printemps 2025 concernant les six pays de la CEMAC. Les MPO offrent un aperçu des évolutions récentes, des prévisions des principales variables macroéconomiques et de la pauvreté pour la période 2025-2027, ainsi qu'une discussion sur les principaux défis à relever en matière de croissance économique, de stabilité macroéconomique et de réduction de la pauvreté dans chaque pays. Les MPO couvrant 147 pays sont publiés deux fois par an à l'occasion des Réunions de printemps et annuelles de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Les MPO pour l'Afrique subsaharienne sont accessibles à l'adresse : https://www.worldbank.org/en/publication/macro-poverty-outlook/mpo_ssa.

Cameroun

Tableau 1

Population ^a	Pauvreté ^b
millions	millions vivant avec moins de 3,65 USD/jour
29,4	12,6
Espérance de vie à la naissance ^c	Scolarisation ^d
années	Primaire (% brut)
61,0	112,6
PIB ^e	PIB par habitant ^f
milliards USD courants	USD courants
52,9	1 798,3

Sources : WDI, MFM et données officielles

Remarques : a/ 2024 b/ 2021 (PPA 2017) c/ 2022 d/ 2023 e/ 2024 f/ 2024

L'économie camerounaise a progressé de 3,5 pour cent en 2024, mais le taux de pauvreté a augmenté pour atteindre 23,3 pour cent, en raison de la persistance du manque d'emplois. Le déficit budgétaire est passé de 0,7 pour cent du PIB en 2023 à 1,5 pour cent du PIB en 2024, en raison de dérapages des dépenses courantes. À moyen terme, la croissance est soutenue par une amélioration de l'approvisionnement en électricité et par les investissements publics, mais les incertitudes liées à l'aide internationale, aux marchés et aux prochaines échéances électorales font peser des risques sur la croissance, les échanges commerciaux et l'inflation, même si les effets attendus restent modérés.

Contexte et défis

L'économie camerounaise a fait preuve de résilience face aux chocs extérieurs, mais de nombreuses faiblesses structurelles continuent de freiner la réalisation de son potentiel. Les déficiences en matière d'infrastructures, le sous-développement du système financier et les crises multiples (incluant la crise du covid) entre 2020 et 2023 ont conduit à une stagnation du revenu par habitant, tandis que la croissance du PIB n'a atteint en moyenne que 2,6 pour cent, bien en deçà de l'objectif de 6,6 pour cent fixé dans la Stratégie Nationale de Développement (SND30). Le taux de participation de la population active a chuté de 79,1 à 64,3 pour cent entre 2005 et 2021. Le Cameroun a besoin d'une réorientation profonde de son modèle de croissance, en mettant l'accent sur une plus grande participation du secteur privé, une redéfinition du rôle de l'État dans l'économie, et une action ciblée sur les causes profondes de la faible productivité du travail.

Le nombre de personnes vivant sous le seuil international de pauvreté (2,15 USD en PPA 2017) a augmenté selon les estimations, passant de 6,2 millions en 2021 à plus de 6,9 millions en 2024. La faiblesse de la croissance économique combinée à une croissance démographique rapide et à une création d'emplois insuffisante explique l'absence de progrès en matière de réduction de la pauvreté. Auparavant, entre 2014 et 2021, l'incidence de la pauvreté en milieu urbain avait presque doublé, et le nombre de pauvres urbains avait plus que doublé, modifiant en profondeur la géographie de la pauvreté. La montée des conflits, qui touche désormais neuf régions sur dix, ainsi que les catastrophes naturelles, ont amplifié les migrations des zones rurales vers les centres urbains, renforçant ainsi les pressions sur l'emploi et les services en milieu urbain. Ces vulnérabilités pourraient s'intensifier en cette année électorale.

Évolution récente

Le PIB réel du Cameroun a progressé de 3,5 pour cent en 2024. Les exportations de cacao et de coton ont augmenté, grâce à de meilleurs rendements, à la hausse des prix et à une amélioration de l'approvisionnement en électricité, ce qui a favorisé la transformation des produits de base et la croissance industrielle. Bien que la production pétrolière ait ralenti, le déficit du compte courant s'est réduit, passant de 4,1 à 3,4 pour cent du PIB entre 2023 et 2024, sous l'effet de la hausse des exportations agricoles et de la baisse des importations. Du côté de la demande, la croissance a été portée par l'investissement public et la consommation privée. L'inflation moyenne a reculé, passant de 7,4 pour cent à 4,5 pour cent en fin d'année, grâce à la baisse des composantes liées à l'alimentation et au transport, ainsi qu'aux mesures de contrôle des prix mises en œuvre par le gouvernement. La politique monétaire est restée restrictive afin de soutenir la position extérieure de la région et de contenir l'inflation sous le seuil cible de 3,0 pour cent. Toutefois, les pressions budgétaires provenant d'autres pays de la CEMAC ont affecté les avoirs extérieurs nets de la région, entraînant un report de la revue du programme du FMI pour le Cameroun.

Le déficit budgétaire global s'est creusé à 1,5 pour cent du PIB en 2024, contre 0,7 pour cent du PIB en 2023, en raison de dérapages des dépenses courantes et de recettes plus faibles que prévu. En 2024, les recettes ont été plus faibles que prévu, même si le ratio de recettes sur le PIB a légèrement augmenté. Les recettes pétrolières ont continué de

baisser en 2024, passant de 2,9 pour cent en 2023 à 2,2 pour cent. Les dépenses courantes sont restées globalement stables à 13,3 pour cent du PIB, malgré l'élimination partielle des subventions aux carburants en février 2023 et mars 2024, qui a fait passer les subventions aux carburants de 3,6 pour cent du PIB à 0,6 pour cent du PIB. La marge de manœuvre budgétaire implicite a été utilisée pour augmenter considérablement d'autres postes de dépenses courantes comme l'achat de biens et de services, les dépenses de sécurité, les traitements et salaires. Le solde primaire est redevenu négatif en 2024 à -0,3 pour cent du PIB, contre 0,4 pour cent un an auparavant. La dette publique du Cameroun reste soutenable, mais le pays demeure exposé à un risque élevé de surendettement, les ratios de service de la dette par rapport aux recettes publiques et aux recettes d'exportation dépassant les seuils de viabilité.

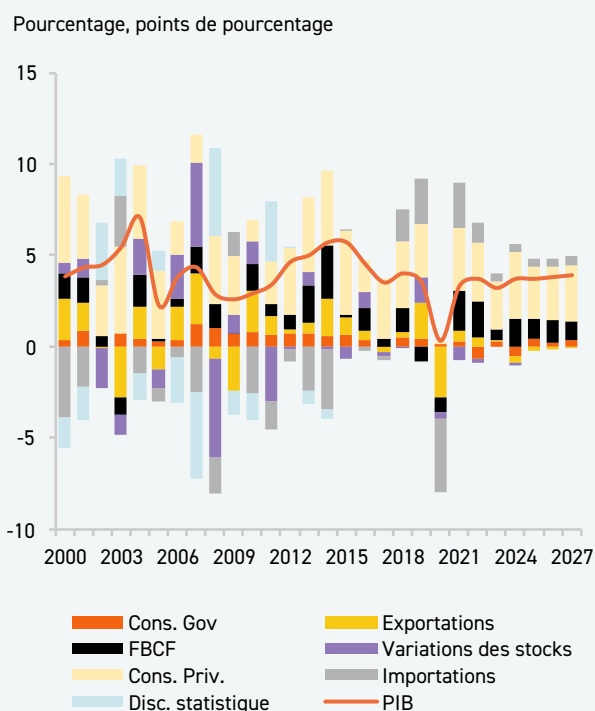
Pour compenser les pressions inflationnistes, des allègements fiscaux ont été introduits dans certains secteurs tels que l'agriculture, et les salaires dans le secteur public ainsi que le salaire minimum ont été relevés. Le salaire minimum applicable aux agents publics régis par le Code du travail a été porté de 36 270 FCFA à 41 875 FCFA ; le salaire minimum agricole a été relevé à 45 000 FCFA, et le salaire minimum non agricole à 60 000 FCFA. Cependant, comme près de 90 pour cent de la main-d'œuvre opère dans le secteur informel, ces mesures devraient avoir peu d'impact sur la majorité des travailleurs et sur la pauvreté mais pourraient ralentir la création d'emplois.

Perspectives

La croissance du PIB réel est projetée à 3,8 pour cent en moyenne sur la période 2025-2027, soutenue par une amélioration de l'approvisionnement en électricité et par l'intensification du programme d'investissements publics, appuyée par une hausse des recettes fiscales. L'inflation devrait atteindre le niveau cible de 3 pour cent d'ici 2027. Le déficit budgétaire devrait se stabiliser autour de 2,0 pour cent du PIB à moyen terme, conduisant à une stabilisation du ratio de la dette sur le PIB. L'augmentation prévue des recettes fiscales ne compenserait pas entièrement le recul des recettes pétrolières résultant de l'épuisement progressif des gisements. Le déficit du compte courant devrait rester autour de 4,1 pour cent du PIB à moyen terme, sous l'effet combiné du déclin de la production pétrolière, de l'impact contrasté des politiques industrielles du gouvernement et de l'augmentation des importations requises pour l'intensification du programme d'investissements publics.

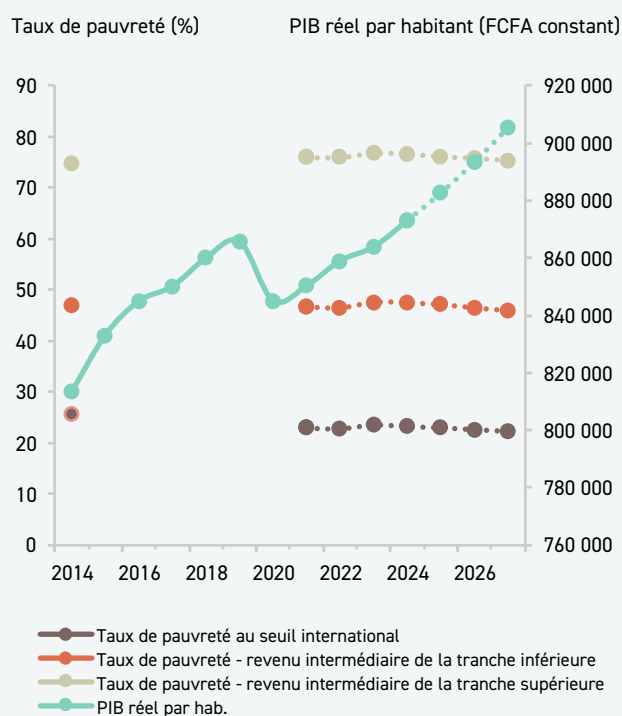
La croissance réelle par habitant ne suffirait toujours pas à faire reculer la pauvreté au cours des trois prochaines années. Ainsi, 125 937 personnes supplémentaires devraient basculer dans l'extrême pauvreté, portant leur nombre total à plus de 7 millions d'ici 2027. Ces perspectives restent exposées à plusieurs risques, notamment : (i) les incertitudes et les évolutions affectant l'aide internationale, le commerce, les investissements, les marchés des matières premières et les marchés financiers ; (ii) la persistance de la crise sécuritaire ; (iii) un appui budgétaire des partenaires extérieurs inférieur aux prévisions ; (iv) la persistance des contraintes d'approvisionnement en énergie ; et (v) d'éventuelles tensions liées à l'élection présidentielle prévue pour octobre 2025.

Figure 1 / Cameroun : Croissance du PIB réel et contributions à la croissance du PIB réel



Source : Banque mondiale.

Figure 2 / Cameroun : Taux de pauvreté réels et projetés et PIB réel par habitant



Source : Banque mondiale. Remarque : voir le Tableau 2.



Credits: Kelly on pexels

Tableau 2 / Cameroun : Indicateurs des perspectives macroéconomiques et taux de pauvreté

Historique récent et projections (variation annuelle en pourcentage sauf indication contraire)

	2022	2023	2024e	2025p	2026p	2027p
Croissance du PIB réel, à prix du marché constants	3,7	3,2	3,5	3,7	3,8	3,9
Consommation privée	4,3	3,5	3,2	3,2	3,5	3,5
Consommation publique	-5,7	2,9	11,6	4,8	2,3	1,3
Formation brute de capital fixe	11,1	2,9	1,0	7,0	7,8	11,1
Exportations, biens et services	2,7	0,4	0,6	0,5	0,7	0,9
Importations, biens et services	5,3	1,9	1,6	3,4	3,6	6,4
Croissance du PIB réel, à prix des facteurs constants	3,6	3,1	3,5	3,7	3,8	3,9
Agriculture	3,4	2,2	4,1	2,9	3,0	3,6
Industrie	3,3	2,3	2,4	2,9	3,4	4,1
Prestations de service	3,9	3,8	3,8	4,3	4,3	3,9
Inflation (indice des prix à la consommation)	6,3	7,4	4,5	3,7	3,2	3,0
Solde du compte courant (% du PIB)	-3,4	-4,1	-3,4	-4,0	-4,0	-4,3
Solde budgétaire (% du PIB)	-1,1	-0,7	-1,5	-2,0	-2,0	-1,9
Recettes (% du PIB)	16,1	16,8	15,9	15,9	15,9	16,0
Dettes (% du PIB)	43,6	42,9	44,7	44,7	45,0	45,4
Solde primaire (% du PIB)	-0,4	0,4	-0,3	-0,7	-0,7	-0,6
Taux de pauvreté au seuil international (2,15 USD en PPA de 2017)^{a,b}	22,8	23,6	23,3	23,0	22,7	22,3
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,65 USD en PPA de 2017)^{a,b}	46,5	47,6	47,5	47,1	46,5	45,9
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche supérieure (6,85 USD en PPA de 2017)^{a,b}	76,0	76,8	76,7	76,1	75,8	75,3
Croissance des émissions de GES (mtCO2e)	0,4	0,9	2,2	2,5	2,1	0,3

Source : Banque mondiale, Pôles mondiaux d'expertise Pauvreté et équité, et Macroéconomie, commerce et investissement. Données sur les émissions provenant du CAIT et de l'OCDE.

Notes : e = estimation, p = prévision.

a/ Calculs basés sur l'ECAM-V de 2021. Données réelles : 2021. Prévision immédiate : 2022-2024. Les prévisions concernent la période de 2025 à 2027.

b/ Projection utilisant la méthodologie de microsimulation.

République centrafricaine

Tableau 1

Population ^a	Pauvreté ^b
millions	millions vivant avec moins de 2,15 USD/jour
5,9	3,4
Espérance de vie à la naissance ^c	Scolarisation ^d
années	Primaire (% brut)
54,5	110,7
PIB ^e	PIB par habitant ^f
milliards USD courants	USD courants
2,8	481,7

Sources : Indicateurs du développement dans le monde (WDI), MFMOD et données officielles.
Remarques : a/2024. b/2021 (PPA de 2017). c/2022. d/2023. e/2024. f/2024.

La croissance économique s'est modérément accélérée pour atteindre 1,5 pour cent en 2024, freinée par un accès limité à l'énergie et aux services essentiels. Dans ce contexte, 65,3 pour cent des ménages restent en situation d'extrême pauvreté. Les perspectives pour 2025, année électorale, suscitent des inquiétudes : la fragilité persistante de la liquidité et la diminution des flux d'aide internationale — en particulier de l'aide humanitaire et de l'appui aux secteurs sociaux — risquent d'aggraver les conditions de vie de la majorité de la population exposée à la pauvreté.

Contexte et défis

En raison de la faiblesse des institutions et d'un niveau élevé d'instabilité, la République centrafricaine (RCA) continue de souffrir d'une extrême pauvreté largement répandue malgré l'abondance de ses ressources naturelles. Depuis le déclenchement de la guerre civile en 2012, le revenu par habitant a chuté d'un tiers et environ deux tiers de la population vivent actuellement avec moins de 2,15 USD par jour (en PPA de 2017). Des pénuries chroniques de carburant, liées à la réduction des importations par voie fluviale (qui représentent structurellement 80 à 85 pour cent des volumes importés) ont affecté l'activité économique et les recettes publiques ces dernières années, malgré un léger répit observé en fin 2024. La faible mobilisation des recettes, les pressions croissantes sur les dépenses sociales et le gel de l'appui budgétaire des partenaires ont mis à mal les finances publiques. La RCA présente un risque élevé de surendettement, et les contraintes de liquidité compromettent sa capacité à assurer le paiement des salaires de la fonction publique et la fourniture des services essentiels.

Évolution récente

Selon les estimations, la croissance économique a progressé de 0,7 pour cent en 2023 à 1,5 pour cent en 2024, portée par une amélioration de l'approvisionnement en carburant et en électricité. Plusieurs secteurs clés, notamment l'agroalimentaire (par exemple, les brasseries), les télécommunications et le commerce de détail, ont montré des signes de reprise, tandis que la production de cultures vivrières (telles que le manioc) est restée stable. Le redressement du secteur des télécommunications s'explique par l'augmentation du nombre d'utilisateurs de téléphonie mobile, l'expansion du réseau 3G, la vente de licences 4G à la fin de 2024 et au début de 2025, ainsi que par la progression de l'utilisation des services de paiement mobile. L'expansion du secteur public a été rendue possible par un financement extérieur.

Malgré une légère reprise et un regain de consommation en fin 2024, l'inflation se situe à un niveau historiquement bas de 1,5 pour cent sur l'année, selon les estimations. Après avoir maintenu son taux directeur à 5 pour cent pendant deux ans, la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) l'a abaissé à 4,5 pour cent en mars 2025. Le secteur bancaire de la RCA reste peu développé, avec seulement quatre banques commerciales et une offre limitée de services financiers. Les bilans bancaires ont enregistré une progression de 14,4 pour cent, soutenue par une hausse des prêts, des dépôts et des excédents de trésorerie. Le ratio de prêts non productifs (PNP) s'est amélioré, passant de 16,4 pour cent en 2023 à 12,7 pour cent en 2024.

Le déficit budgétaire a augmenté, selon les estimations, passant de 3,5 pour cent du PIB en 2023 à 4,9 pour cent en 2024, en raison de la hausse des dépenses courantes en biens, services et transferts, notamment en faveur des représentations diplomatiques, des soins médicaux à l'étranger et des équipements destinés aux forces armées nationales, ce qui a compensé le niveau minimal de dépenses d'investissement intérieures et les efforts soutenus en matière de mobilisation des ressources intérieures. La dette publique et garantie par l'État est estimée avoir atteint 60,7 pour cent du PIB en 2024, contre 58,2 pour

cent en 2023, en raison principalement de la hausse de l'endettement intérieur et régional, qui a atteint 28,8 pour cent du PIB, notamment à travers des émissions obligataires en fin d'année pour compenser les retards de décaissement du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit dans le cadre de la troisième revue.

Le déficit du compte courant est resté à environ 9,0 pour cent du PIB, porté par la hausse des importations d'énergie et d'équipements et la baisse des exportations d'or et de diamants résultant d'une baisse temporaire de la production d'or et des cours du diamant. Ces deux ressources, ainsi que le bois, représentent des composantes essentielles du portefeuille d'exportations du pays. Alors que le cours de l'or a bondi de 22,9 pour cent pour atteindre 2 387,7 USD en 2024, et que la RCA a repris ses exportations officielles de diamants sous le régime du Processus de Kimberley après onze années d'embargo, la production aurifère a reculé, en raison de l'insécurité dans les zones minières, et les diamants font face à une concurrence croissante des alternatives synthétiques. Le pays reste confronté à des défis structurels majeurs, notamment la contrebande de minerais, une faible compétitivité et une intégration limitée dans les chaînes de valeur mondiales.

L'extrême pauvreté demeure très répandue. En 2024, environ 65,3 pour cent de la population – soit 3,9 millions de personnes – vivaient avec moins de 2,15 USD (en PPA 2017) par jour et par personne. Les disparités spatiales sont marquées : l'incidence de la pauvreté extrême atteint 76,1 pour cent en milieu rural, contre 20,2 pour cent à Bangui et 49,8 pour cent dans les autres zones urbaines.

Perspectives

La croissance du PIB réel devrait atteindre 2,1 pour cent en 2025, puis 2,5 pour cent en 2026-2027, un niveau qui reste inférieur au taux de croissance démographique, estimé à 3,1 pour cent. Ces perspectives dépendent de mesures d'ajustement des politiques destinées à améliorer davantage l'approvisionnement en carburant. Un don de 30 000 tonnes de gazole en provenance de la Fédération de Russie pourrait temporairement stimuler les activités privées en 2025, avec des retombées budgétaires potentielles si cet appui est bien géré. Le taux de pauvreté devrait rester élevé, autour de 65 à 66 pour cent, en raison d'une croissance économique limitée et de la baisse du revenu par habitant. Par ailleurs, la fin annoncée des appuis de l'USAID à la RCA d'un montant d'environ 110 millions USD à partir de début 2025 pourrait faire basculer jusqu'à 133 000 personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté.

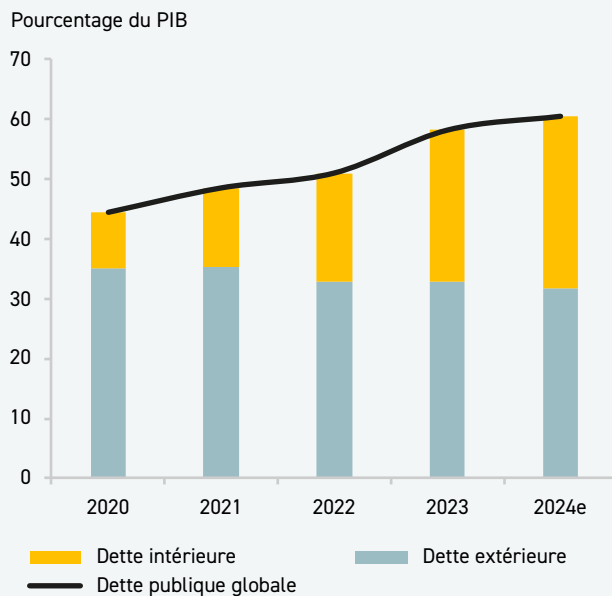
Le déficit budgétaire devrait se réduire à 2,3 pour cent du PIB en 2025, puis à 1,5 pour cent en 2026-2027, sous réserve de la poursuite des dons des bailleurs, des efforts en matière de mobilisation des ressources intérieures et des réformes de gestion des finances publiques. La dette publique devrait se stabiliser à 57,3 pour cent du PIB d'ici 2027, dont une dette intérieure représentant 26,9 pour cent du PIB. Le solde du compte courant pourrait s'améliorer avec la reprise de la production d'or et de bois scié, mais restera déficitaire en raison des dépenses liées à l'énergie, aux équipements et à l'alimentation. Le renforcement de la production d'électricité et de l'accès à l'électricité sera déterminant pour attirer les investissements dans les principaux secteurs exportateurs. L'inflation

devrait se stabiliser en dessous de 3,0 pour cent d'ici 2027, à condition que les prix de l'énergie se modèrent.

La baisse des flux mondiaux d'aide, notamment l'aide humanitaire et les appuis aux secteurs sociaux, risque d'aggraver encore les conditions de vie d'une large part de la population déjà exposée à l'extrême pauvreté. L'évolution des contextes du commerce, de l'investissement, de la finance et des marchés de matières premières devrait avoir des effets immédiats modérés sur la croissance et les échanges, en raison du faible volume d'exportations de la RCA, y compris vers les États-Unis.

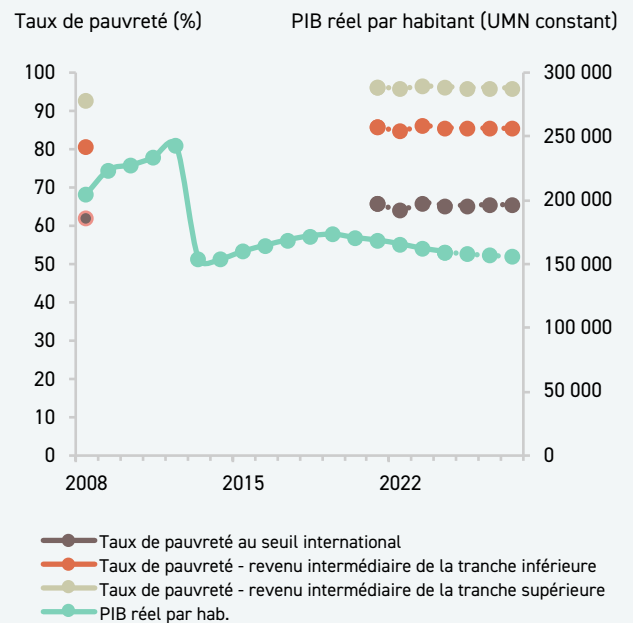
Les risques restent orientés à la baisse. Le cycle électoral pourrait entraîner des dérapages budgétaires et des risques pour la stabilité. Le contexte économique mondial en mutation représente un risque important pour la reprise économique de la RCA, notamment si les flux d'aide restent faibles ou diminuent encore, si l'incertitude sur les politiques commerciales persiste, ou si le coût de l'emprunt reste élevé ou augmente. Des risques se posent également pour la situation encore très fragile de sortie de conflit de la RCA avec le réagencement actuel de l'architecture sécuritaire mondiale.

Figure 1 / République centrafricaine : Dynamique et composition de la dette publique dans les années récentes



Source : Banque mondiale.

Figure 2 / République centrafricaine : Taux de pauvreté réels et projetés et PIB réel par habitant



Source : Banque mondiale. Remarque : voir le Tableau 2.

Tableau 2 / République centrafricaine : Indicateurs des perspectives macroéconomiques et taux de pauvreté

Historique récent et projections (variation annuelle en pourcentage sauf indication contraire)

	2022	2023	2024e	2025p	2026p	2027p
Croissance du PIB réel, à prix du marché constants	0,5	0,7	1,5	2,1	2,2	2,8
Consommation privée	0,0	1,2	2,1	1,2	2,3	2,9
Consommation gouvernementale	-8,2	3,5	11,2	-6,4	2,0	2,1
Formation brute de capital fixe	-4,5	-2,7	5,3	4,8	1,9	4,2
Exportations, biens et services	2,6	9,0	5,5	13,8	6,7	4,1
Importations, biens et services	-5,5	5,5	9,9	4,0	4,9	4,3
Croissance du PIB réel, à prix des facteurs constants	1,0	0,7	1,6	2,1	2,2	2,9
Agriculture	2,2	2,3	1,7	1,9	2,2	2,3
Industrie	-3,9	-0,5	0,9	1,2	1,3	1,4
Prestations de service	2,4	0,1	1,8	2,7	2,5	4,0
Taux d'emploi (% de la population en âge de travail, + 15 ans)	66,0	66,2	66,2	66,2	66,2	66,2
Inflation (indice des prix à la consommation)	5,6	3,0	1,5	2,7	3,3	2,8
Solde du compte courant (% du PIB)	-12,9	-9,3	-9,0	-8,5	-8,1	-7,6
Solde budgétaire (% du PIB)	-5,3	-3,6	-4,9	-2,3	-1,3	-1,8
Recettes (% du PIB)	12,3	14,5	14,6	16,2	17,0	16,5
Dette (% du PIB)	51,0	58,2	60,5	59,5	58,6	57,3
Solde primaire (% du PIB)	-4,9	-3,0	-4,7	-2,1	-1,0	-1,5
Taux de pauvreté au seuil international (2,15 USD en PPA de 2017)^{a,b}	64,0	65,9	65,3	65,2	65,5	65,3
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,65 USD en PPA de 2017)^{a,b}	84,8	86,1	85,6	85,5	85,5	85,4
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche supérieure (6,85 USD en PPA de 2017)^{a,b}	95,7	96,4	96,2	96,0	96,0	95,8
Croissance des émissions de GES (mtCO₂e)	-0,3	-0,3	-0,4	-0,3	-0,2	-0,2

Source : Banque mondiale, Pôles mondiaux d'expertise Pauvreté et équité, et Macroéconomie, commerce et investissement. Données sur les émissions provenant du CAIT et de l'OCDE.

Notes : e = estimation, p = prévision.

a/ Calculs basés sur l'EHCVM de 2021. Données réelles : 2021. Prévision immédiate : 2022-2024. Les prévisions concernent la période de 2025 à 2027.

b/ Projection utilisant la méthodologie de microsimulation.

République du Congo

Tableau 1

Population ^a	Pauvreté ^b
millions	millions vivant avec moins de 3,65 USD/jour
6,2	2,7
Espérance de vie à la naissance ^c	Scolarisation ^d
années	Primaire (% brut)
63,1	89,0
PIB ^e	PIB par habitant ^f
milliards USD courants	USD courants
15,7	2 509

Sources : WDI, MFMOD et données officielles

Remarques : a/ 2024 b/ 2011 (PPA 2017) c/ 2022 d/ 2023 e/ 2024 f/ 2024

Le revenu par habitant a enregistré une légère augmentation en 2024 – la première depuis 2015. Le taux de pauvreté est ainsi resté stable. Les réformes fiscales ont permis de dégager un excédent budgétaire estimé à 2,0 pour cent du PIB en 2024. Une croissance modérée de 2,8 pour cent est attendue en 2025, mais elle restera contrainte par l'incertitude entourant les politiques commerciales à l'échelle mondiale, la baisse anticipée des cours du pétrole et le durcissement des conditions de financement à l'international.

Contexte et défis

Entre 2015 et 2023, le PIB réel de la République du Congo a reculé en moyenne de 1,9 pour cent par an, entraînant une baisse de 32,3 pour cent du PIB par habitant. L'effondrement des cours du pétrole entre 2014 et 2016, suivi de la pandémie de COVID-19, a plongé le pays dans une longue période de récession, accompagnée d'une hausse du taux de pauvreté extrême qui est passé de 33,5 pour cent en 2015 à 46,6 pour cent en 2022.

Le ratio dette/PIB a culminé à 103,5 pour cent en 2020, avant de redescendre à 93,5 pour cent en 2024, sous l'effet conjugué de la remontée des cours du pétrole, de l'amélioration de la gestion de la dette et des accords de restructuration. Face à des contraintes de liquidité persistantes, le gouvernement a mis en œuvre le Programme National d'Optimisation de la Trésorerie (PNOT), visant à reprofiler 2 314 milliards de FCFA de dette régionale. Malgré ces efforts, le pays demeure en situation de surendettement en raison de l'accumulation persistante d'arriérés extérieurs.

La forte dépendance de l'économie aux recettes pétrolières et les faiblesses structurelles des secteurs non pétroliers rendent le pays vulnérable à la volatilité des cours du pétrole et freinent sa croissance à long terme. Un renforcement durable de la croissance passe par une diversification des actifs nationaux, un investissement accru dans le capital humain et physique, une exploitation équilibrée des ressources naturelles et un environnement institutionnel et des affaires plus solide.

Évolution récente

En 2024, la République du Congo a enregistré une croissance modeste de 2,6 pour cent, portée par une hausse de 3,9 pour cent des secteurs non pétroliers, malgré une baisse de 1,7 pour cent de la production pétrolière en raison de problèmes techniques. Cette évolution a permis au pays d'enregistrer sa première hausse du PIB par habitant (+0,3 pour cent) depuis 2015. Le taux de pauvreté est resté globalement stable, passant de 46,8 à 46,7 pour cent.

Les pertes de recettes liées à la baisse des cours du pétrole et de la production pétrolière ont été partiellement compensées par une hausse des recettes fiscales intérieures et des recettes douanières et par la réduction des exonérations fiscales, ce qui a permis de dégager un excédent budgétaire de 2,1 pour cent du PIB en 2024. Le ratio dette/PIB s'est amélioré, passant de 96 pour cent en 2023 à 93,5 pour cent en 2024.

L'excédent du compte courant a diminué, passant de 8,6 pour cent du PIB en 2023 à 4,0 pour cent en 2024, en raison d'un recul des exportations. Au deuxième semestre 2024, le gouvernement a dû faire face à d'importantes échéances de remboursement sur le marché régional, entraînant de fortes contraintes de liquidité. Ces pressions ont conduit à une accumulation d'arriérés, tant extérieurs qu'intérieurs, entravant l'exécution de certaines dépenses essentielles, notamment dans les secteurs sociaux et le paiement de certains salaires. Pour atténuer ces contraintes budgétaires, le gouvernement a mis en œuvre le

Programme National d'Optimisation de la Trésorerie (PNOT), qui a permis de reprofiler 40 pour cent de la dette intérieure (soit 935,6 milliards de FCFA), prolongeant ainsi la maturité moyenne des titres de 2,3 à 6,4 années. Le secteur bancaire reste solvable, mais demeure vulnérable, avec des prêts non productifs représentant 18,2 pour cent du total des prêts.

L'inflation a diminué, passant de 4,3 à 3,8 pour cent entre 2023 et 2024, mais reste au-dessus du niveau cible de 3 pour cent fixé par la CEMAC. Pour soutenir la croissance dans les pays de la CEMAC, la BEAC a abaissé son taux directeur de 5 à 4,5 pour cent en mars 2025.

Perspectives

L'économie congolaise devrait enregistrer une croissance de 2,8 pour cent en 2025, puis de 3,1 pour cent en moyenne sur la période 2026–2027, ce qui permettrait de réduire légèrement le taux de pauvreté de 0,2 point de pourcentage en 2025. Cette croissance serait tirée par une progression modérée des secteurs pétrolier et non pétroliers. Toutefois, l'incertitude entourant les politiques commerciales à l'échelle mondiale, la baisse des cours du pétrole et le resserrement des conditions financières internationales devraient peser sur l'investissement privé, notamment dans les secteurs non pétroliers. Malgré les investissements réalisés en début d'année dans le secteur pétrolier, la baisse de la demande mondiale et des cours du pétrole devrait entraîner une diminution des recettes d'exportation et contraindre la production.

En dépit des progrès dans la mobilisation des recettes non pétrolières, un effort significatif de consolidation budgétaire sera requis en 2025 pour faire face à la forte baisse des recettes pétrolières et au resserrement des conditions de financement. Cette consolidation devrait reposer sur une réduction des investissements publics (de 1 pour cent du PIB), des transferts courants (de 0,8 pour cent du PIB) et des dépenses en biens et services (de 0,2 pour cent du PIB). Ces mesures permettraient de dégager un excédent budgétaire de 2,7 pour cent du PIB, avec un repli de la dette publique à 89,6 pour cent du PIB en 2025.

Sous l'effet de la baisse projetée des cours du pétrole, le solde du compte courant devrait redevenir déficitaire pour la première fois depuis 2016, avec un déficit estimé à 3,1 pour cent du PIB. Ce déficit résulterait d'une forte contraction des recettes d'exportation que la baisse attendue de la facture des importations ne suffirait pas à compenser.

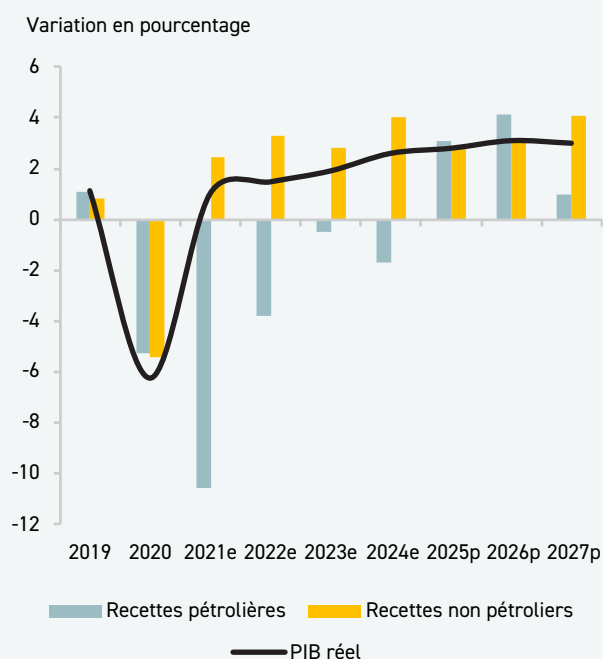
Les pressions inflationnistes devraient continuer à s'atténuer, et l'inflation devrait répondre au critère de convergence de 3 pour cent sur la période 2026–2027.

À la suite de trois reports de paiement sur le marché régional en 2024 et de la mise en œuvre du PNOT, les banques ont manifesté une moindre appétence pour les titres publics congolais. Entre décembre 2023 et décembre 2024, les taux de souscription aux bons du Trésor sont tombés de 73 pour cent à 12,74 pour cent, et ceux des obligations du Trésor de 36 pour cent à 14 pour cent. Ces taux se sont toutefois nettement redressés en début

d'année 2025, atteignant 30,70 pour cent pour les bons du Trésor en janvier, puis 67,78 pour cent en mars. Néanmoins, les investisseurs continuent de privilégier fortement les maturités de court terme. Pour restaurer la confiance des investisseurs dans les titres publics, le gouvernement s'est engagé à mettre en œuvre des réformes en matière de gestion de la dette et de la trésorerie.

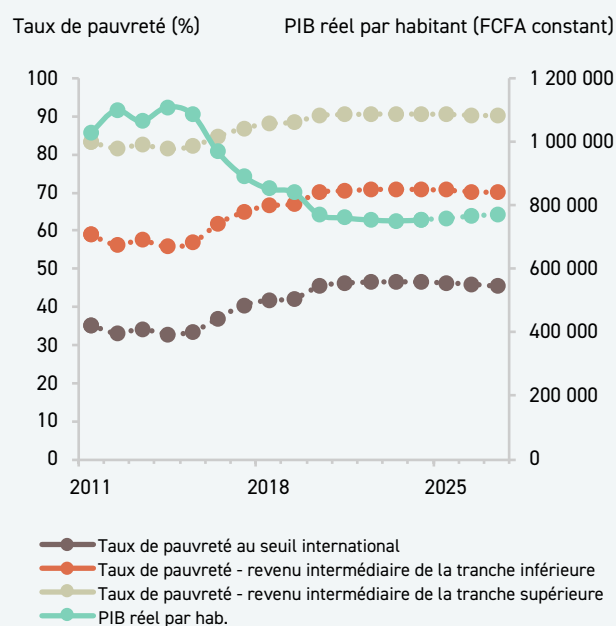
L'économie congolaise reste exposée à des risques significatifs liés au durcissement des conditions financières internationales, à la baisse des cours du pétrole et au ralentissement de la demande mondiale. Il reste difficile d'apprécier pleinement l'impact des mesures récemment adoptées face à l'éventualité d'autres évolutions des politiques mondiales et de la montée des incertitudes. Il sera essentiel de continuer à suivre de près la situation et d'adopter des mesures proactives pour soutenir une croissance durable et préserver la stabilité budgétaire.

Figure 1 / République du Congo : Croissance du PIB réel



Source : Banque mondiale.

Figure 2 / République du Congo : Taux de pauvreté réels et projetés et PIB réel par habitant



Source : Banque mondiale. Remarque : voir le Tableau 2.

Tableau 2 / République du Congo : Indicateurs des perspectives macroéconomiques et taux de pauvreté

Historique récent et projections (variation annuelle en pourcentage sauf indication contraire)

	2022	2023	2024e	2025p	2026p	2027p
Croissance du PIB réel, à prix du marché constants	1,5	1,9	2,6	2,8	3,1	3,0
Consommation privée	5,0	4,9	6,5	5,1	3,5	3,6
Consommation gouvernementale	-5,0	0,6	0,5	-6,5	3,2	4,1
Formation brute de capital fixe	10,0	8,6	5,6	3,0	3,1	3,8
Exportations, biens et services	-0,7	1,0	-0,5	3,0	3,9	1,7
Importations, biens et services	5,9	8,9	5,0	2,0	4,6	2,8
Croissance du PIB réel, à prix des facteurs constants	1,5	1,9	2,5	2,7	3,2	3,1
Agriculture	3,0	2,8	4,2	2,3	3,3	3,4
Industrie	-0,6	0,7	0,3	3,0	3,7	2,2
Prestations de service	4,4	3,4	4,3	2,9	3,1	4,2
Taux d'emploi (% de la population en âge de travail, + 15 ans)	53,9	54,4	54,4	54,4	54,4	52,7
Inflation (indice des prix à la consommation)	3,0	4,3	3,8	3,8	3,0	3,0
Solde du compte courant (% du PIB)	15,4	8,6	4,0	-3,1	1,3	1,7
Entrées nettes d'investissements directs étrangers (% du PIB)	7,9	9,5	5,0	5,5	5,5	5,3
Solde budgétaire (% du PIB)	7,9	3,6	2,0	2,7	3,4	3,6
Recettes (% du PIB)	28,6	24,3	25,2	23,9	25,2	26,4
Dettes (% du PIB)	86,6	96,0	93,5	89,6	83,2	79,3
Solde primaire (% du PIB)	10,2	6,4	5,6	6,5	6,1	6,2
Taux de pauvreté au seuil international (2,15 USD en PPA de 2017)^{a,b}	46,6	46,8	46,7	46,5	46,1	45,5
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,65 USD en PPA de 2017)^{a,b}	70,9	71,0	70,9	70,7	70,3	70,1
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche supérieure (6,85 USD en PPA de 2017)^{a,b}	90,7	90,8	90,7	90,7	90,4	90,4
Croissance des émissions de GES (mtCO2e)	2,8	2,5	2,3	1,4	1,2	0,6

Source : Banque mondiale, Pôles mondiaux d'expertise Pauvreté et équité, et Macroéconomie, commerce et investissement. Données sur les émissions provenant du CAIT et de l'OCDE.

Notes : e = estimation, p = prévision.

a/ Calculs basés sur l'ECOM de 2011. Données réelles : 2011. Prévision immédiate : 2012-2024. Les prévisions concernent la période de 2025 à 2027.

b/ Projection utilisant une distribution neutre (2011) avec répercussion = 0,87 (Med (0,87)) sur la base du PIB par habitant en FCFA constantes.

Tchad

Tableau 1

Population ^a	Pauvreté ^b
millions	millions vivant avec moins de 2,15 USD/jour
20,3	5,7
Espérance de vie à la naissance ^c	Scolarisation ^d
années	Primaire (% brut)
53,0	91,8
PIB ^e	PIB par habitant ^f
milliards USD courants	USD courants
20,8	1 023,3

Sources : WDI, MFMOD et données officielles

Remarques : a/ 2024 b/ 2022 (PPA 2017) c/ 2022 d/ 2023 e/ 2024 f/ 2024

En 2024, la croissance du PIB est estimée à 3,7 pour cent (-1,4 pour cent en termes par habitant), portée par les secteurs non pétroliers. La hausse de la demande, les inondations et les ajustements des prix des carburants ont contribué à une poussée de l'inflation, qui a atteint 5,7 pour cent. Le taux de pauvreté a ainsi augmenté pour s'établir à 39,4 pour cent. La croissance devrait se renforcer progressivement, soutenue par une expansion du secteur non pétrolier. Toutefois, les perspectives restent exposées à des risques baissiers, notamment une baisse des cours du pétrole, aggravée par les incertitudes entourant les politiques commerciales à l'échelle mondiale, les chocs climatiques et l'augmentation de l'insécurité.

Contexte et défis

La croissance économique du Tchad demeure volatile et faible, reflétant sa forte dépendance au secteur pétrolier. Ce dernier représente 15 pour cent du PIB, 41 pour cent des recettes publiques et 76 pour cent des exportations.

Le pays est également très susceptible à la variabilité climatique et aux catastrophes naturelles. L'agriculture, qui représente 40 pour cent de la production nationale, constitue le principal moyen de subsistance pour une large part de la population. Ces dernières années, les épisodes répétés de sécheresse et d'inondations ont affecté la production agricole et, combinés aux conflits et aux déplacements forcés, ont conduit à une situation d'insécurité alimentaire chronique. Entre juillet et octobre 2024, des pluies torrentielles ont causé des inondations qui ont touché plus de 217 000 habitations, détruit 432 000 hectares de cultures, décimé des milliers de têtes de bétail, et affecté 1,5 million de personnes. En décembre 2024, 2,4 millions de personnes – soit 14 pour cent de la population – se trouvaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë, un chiffre en hausse de 400 000 personnes par rapport à l'année précédente.

La transition politique s'est tout dernièrement conclue par la proclamation du Président Déby comme vainqueur de l'élection présidentielle de 2024, ainsi que par l'organisation des élections législatives, régionales et locales. Toutefois, le Tchad continue de subir les répercussions des conflits et de la présence de groupes violents dans les pays voisins, ce qui pèse sur la stabilité et les finances publiques. En 2024, les dépenses militaires ont connu une forte augmentation de 19,1 pour cent par rapport à la loi de finances initiale et ont représenté 23,5 pour cent des dépenses totales. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies aux réfugiés (HCR), le Tchad accueillait en février 2025 plus de 1,3 million de personnes, principalement des réfugiés soudanais fuyant la guerre dans leur pays.

Évolution récente

Selon les estimations, l'économie du Tchad a progressé de 3,7 pour cent en 2024 (-1,4 pour cent en termes par habitant, en raison de l'afflux important de réfugiés), portée principalement par les secteurs non pétroliers (+4,6 pour cent), tandis que la croissance du secteur pétrolier est restée modeste (+1,4 pour cent), en lien avec une hausse de 4,2 pour cent de la production pétrolière.

Du côté de l'offre, les services ont contribué à hauteur de 3,0 points de pourcentage à la croissance, suivis par l'industrie non pétrolière (0,8 point). La contribution de l'agriculture a été négative (-0,2 point) suite aux inondations sévères. La consommation privée, tirée par la présence d'un plus grand nombre de réfugiés, a été le principal moteur du côté de la demande, contribuant à hauteur de 3,0 points, suivie de la consommation publique, stimulée par les dépenses de rémunération et les dépenses liées aux élections.

Le déficit du compte courant est passé à 1,8 pour cent du PIB en 2024 selon les estimations, sous l'effet d'un accroissement des revenus d'investissement transférés à l'étranger et d'une détérioration de la balance des biens et services.

Les tensions sur la demande alimentaire ont entraîné une hausse des prix, tandis que les inondations ont provoqué des pénuries d'approvisionnement. Ensemble, ces facteurs, combinés à la hausse des prix du carburant à la pompe en février 2024, ont porté l'inflation à 5,7 pour cent en 2024. Les prix des produits alimentaires et du transport ont augmenté respectivement de 8,5 et 15 pour cent en glissement annuel. Le taux de pauvreté a augmenté de 2,6 points de pourcentage selon les estimations, atteignant ainsi 39,4 pour cent, ce qui représente un total de 7,9 millions de personnes vivant dans l'extrême pauvreté.

La BEAC a cherché à contenir les pressions inflationnistes et à soutenir le régime de change. Elle a abaissé son principal taux directeur de 5,00 pour cent à 4,50 pour cent à la fin mars 2025, marquant sa première baisse depuis 2023, tandis que les injections de liquidité, suspendues depuis plus d'un an, ont repris. Les réserves extérieures de la CEMAC sont tombées à 4,4 mois de couverture des importations fin 2024, en dessous de l'objectif de 5 mois.

Le déficit budgétaire du Tchad est estimé à 1,9 pour cent du PIB en 2024. Les recettes totales ont atteint 13,7 pour cent du PIB, soutenues par une hausse de 18,5 pour cent des recettes non pétrolières. Les dépenses publiques ont nettement augmenté pour s'établir à 15,6 pour cent du PIB selon les estimations, en raison de dépenses supplémentaires liées aux élections, à l'équipement militaire et à la gestion des inondations. En conséquence, le solde primaire hors pétrole est resté déficitaire à hauteur de 7,4 pour cent du PIB. La dette publique a légèrement augmenté pour atteindre 33,3 pour cent du PIB.

Perspectives

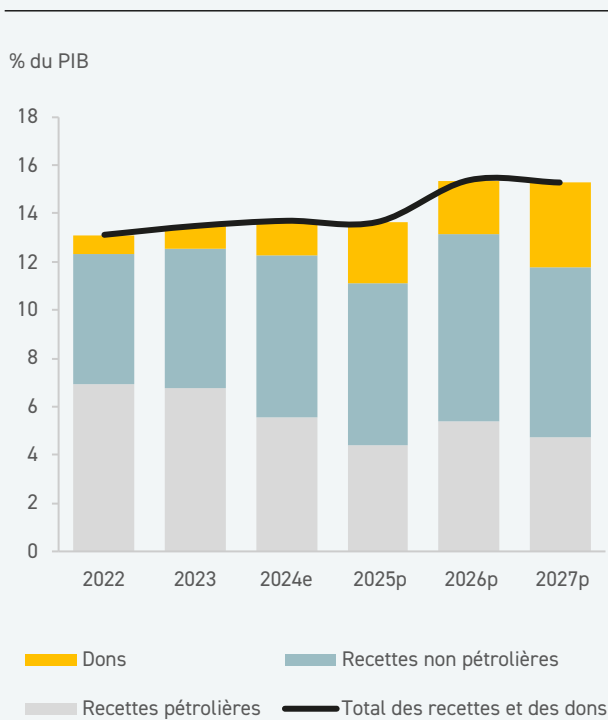
La croissance du PIB est projetée à 3,5 pour cent en 2025 (0,03 pour cent en termes par habitant), soutenue par une nouvelle expansion de l'activité non pétrolière, en particulier dans les services et l'agriculture. À moyen terme, la croissance devrait s'accélérer sous l'effet du rebond attendu de la production pétrolière, de l'augmentation des investissements publics et du dynamisme de la consommation privée.

Après avoir atteint un pic de 3,8 pour cent du PIB en 2025, le déficit budgétaire devrait se résorber pour atteindre 2,6 pour cent du PIB d'ici 2027, grâce à la poursuite des efforts de mobilisation des recettes non pétrolières et à la maîtrise des dépenses non prioritaires. La dette publique devrait se stabiliser. Dans un contexte de baisse des cours du pétrole liée aux évolutions des politiques commerciales internationales, le déficit du compte courant devrait se creuser à 4,1 pour cent du PIB en 2025. Le taux d'inflation devrait progressivement converger vers le niveau cible de 3 pour cent fixé par la CEMAC d'ici 2027.

Les dégâts causés par les inondations et les pertes agricoles devraient entraîner une baisse de la production et des revenus des ménages, ce qui devrait faire augmenter le taux de pauvreté extrême de 1,0 point de pourcentage pour atteindre 40,4 pour cent en 2025, soit 480 000 personnes supplémentaires en situation de pauvreté extrême. Dans un contexte de restrictions sécuritaires persistantes, de faible couverture de la protection sociale et de crise prolongée au Soudan, le taux de pauvreté extrême devrait atteindre 40,6 pour cent en 2026.

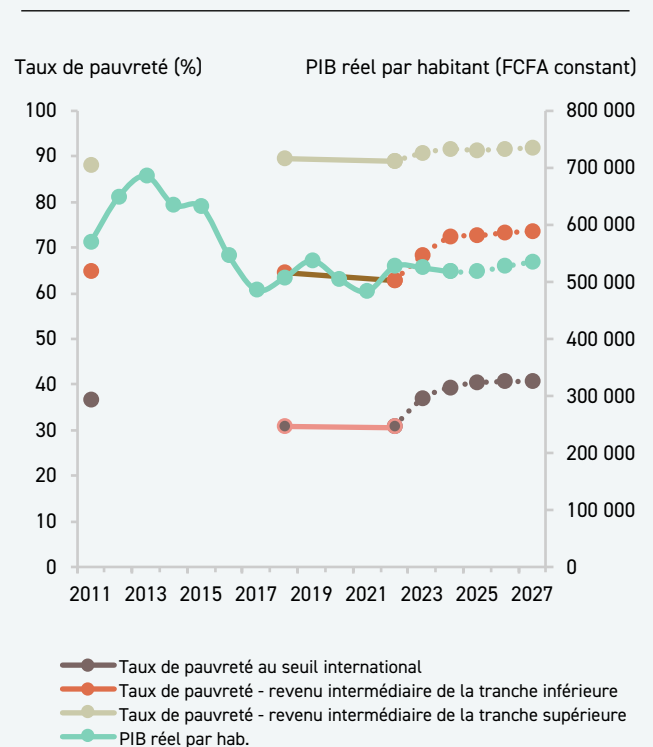
Les risques baissiers pesant sur les perspectives incluent une nouvelle baisse des prix du pétrole, les conflits régionaux, les incertitudes liées à la politique commerciale mondiale et les catastrophes naturelles. La suspension de certaines aides bilatérales pourrait compromettre le financement extérieur et l'assistance apportée aux réfugiés soudanais. À l'inverse, la mise en œuvre proactive du Plan National de Développement constitue un facteur favorable pour les perspectives économiques.

Figure 1 / Tchad : Recettes pétrolières, recettes non pétrolières et dons



Source : Banque mondiale.

Figure 2 / Tchad : Taux de pauvreté réels et projetés et PIB réel par habitant



Source : Banque mondiale. Remarque : voir le Tableau 2.

Tableau 2 / Tchad : Indicateurs des perspectives macroéconomiques et taux de pauvreté

Historique récent et projections (variation annuelle en pourcentage sauf indication contraire)

	2022	2023	2024e	2025p	2026p	2027p
Croissance du PIB réel, à prix du marché constants	13,0	4,1	3,7	3,5	4,5	4,4
Consommation privée	4,7	4,2	4,5	4,6	4,7	4,9
Consommation gouvernementale	8,5	2,5	20,6	5,9	1,5	2,0
Formation brute de capital fixe	0,9	28,0	1,1	5,7	6,8	6,8
Exportations, biens et services	47,7	-7,4	0,2	0,9	6,8	2,6
Importations, biens et services	6,8	7,1	7,3	7,1	7,5	4,2
Croissance du PIB réel, à prix des facteurs constants	3,6	4,1	3,7	3,5	4,5	4,4
Agriculture	4,1	1,8	-0,5	2,4	2,6	3,1
Industrie	2,4	6,7	4,4	-0,2	8,2	3,5
Prestations de service	4,1	4,9	8,0	7,6	3,9	6,4
Taux d'emploi (% de la population en âge de travail, + 15 ans)	59,6	59,3	57,7	59,7	59,7	59,7
Inflation (indice des prix à la consommation)	5,8	4,1	5,7	4,6	3,5	3,0
Solde du compte courant (% du PIB)	9,4	-0,7	-1,8	-4,1	-2,3	-1,4
Solde budgétaire (% du PIB)	2,9	-0,5	-1,9	-3,8	-2,4	-2,6
Recettes (% du PIB)^a	13,1	13,5	13,7	13,6	15,4	15,3
Dette (% du PIB)	29,9	29,9	33,3	32,3	32,5	33,1
Solde primaire (% du PIB)	3,3	0,2	-1,2	-3,1	-1,7	-2,0
Taux de pauvreté au seuil international (2,15 USD en PPA de 2017)^{b,c}	30,8	36,8	39,4	40,6	40,9	40,9
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,65 USD en PPA de 2017)^{b,c}	62,8	68,3	72,3	73,9	74,2	74,3
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche supérieure (6,85 USD en PPA de 2017)^{b,c}	88,8	90,6	91,5	92,0	92,0	92,0
Croissance des émissions de GES (mtCO2e)	2,1	2,1	2,0	2,1	1,9	2,0

Source : Banque mondiale, Pôles mondiaux d'expertise Pauvreté et équité, et Macroéconomie, commerce et investissement. Données sur les émissions provenant du CAIT et de l'OCDE.

Notes : e = estimation, p = prévision.

a/ Les données de 2024 incluent des recettes non récurrentes non pétrolières et non fiscales, telles que des gains exceptionnels liés à l'augmentation du prix du carburant et les dividendes versés par la Société de raffinage de N'Djamena.

b/ Calculs basés sur l'EHCVM de 2022. Données réelles : 2022. Prévision immédiate : 2023-2024. Les prévisions concernent la période de 2025 à 2027.

c/ Projection utilisant la méthodologie de microsimulation.

Gabon

Tableau 1

Population ^a	Pauvreté ^b
millions	millions vivant avec moins de 6,85 USD/jour
2,5	0,7
Espérance de vie à la naissance ^c	Scolarisation ^d
années	Primaire (% brut)
65,7	99,9
PIB ^e	PIB par habitant ^f
milliards USD courants	USD courants
20,9	8 238,4

Sources : WDI, MFMOD et données officielles

Remarques : a/ 2024 b/ 2017 (PPA 2017) c/ 2022 d/ 2021 e/ 2024 f/ 2024

La croissance économique au Gabon s'est accélérée pour atteindre 2,9 pour cent en 2024, soutenue par les secteurs du pétrole, des mines, du bois et des travaux publics. Cependant, un niveau de croissance plus élevé reste nécessaire pour réduire la pauvreté. Dans le même temps, des politiques budgétaires expansionnistes accentuent les risques pesant sur la viabilité de la dette. Aussi, le contexte de baisse attendue des cours du pétrole devrait aggraver les contraintes budgétaires. Un retour à l'ordre constitutionnel, des efforts soutenus de consolidation budgétaire, ainsi qu'un recentrage des investissements publics sur les secteurs sociaux et productifs seraient essentiels pour soutenir la croissance et réduire la pauvreté.

Contexte et défis

Le Gabon a franchi des étapes essentielles dans sa transition politique avec l'adoption d'une nouvelle Constitution et d'un nouveau Code électoral, ainsi que l'organisation des élections présidentielles au mois d'avril 2025. La finalisation d'un processus de retour ordonné à l'ordre constitutionnel serait essentielle pour la cohésion sociale et la relance de la croissance. Les abondantes forêts, les minerais et la population jeune du Gabon constituent des atouts majeurs pour soutenir la croissance future. Afin d'en tirer pleinement parti, le Plan National de Développement pour la Transition prévoit de promouvoir les secteurs de l'agriculture, des mines et de la pêche, d'appuyer les petites et moyennes entreprises et de développer le logement social ainsi que l'accès aux services publics.

D'importants défis en matière de développement subsistent néanmoins. Le taux de chômage reste élevé à 20,1 pour cent, et un tiers de la population vit en situation de pauvreté. Si la pauvreté est principalement urbaine, celle en milieu rural est aggravée par des défis en matière d'accès aux services de base. En outre, le pays continue de faire face à d'importantes lacunes en matière d'infrastructures, de capacités institutionnelles et de capital humain, et il a connu récemment de fréquentes coupures d'électricité.

Malgré la mise en œuvre d'initiatives visant à renforcer la transparence, le manque d'informations sur les sources de financement de certains grands projets d'investissement soulève des inquiétudes quant à une dégradation de la situation budgétaire et financière. La révision à la baisse de la note souveraine du Gabon par l'agence de notation Fitch en janvier 2025, ainsi que la détérioration des indicateurs de viabilité de la dette signalée par le Fonds Monétaire International à mi-2024, indiquent la nécessité d'importants ajustements afin de renforcer la viabilité des finances publiques du pays. Ces évolutions ont contribué à une réduction de la capacité d'emprunt du pays sur le marché régional, tout en accentuant les pressions sur la dette et en restreignant l'espace budgétaire nécessaire pour répondre aux revendications sociales croissantes dans un contexte récent de transition politique. Afin d'atténuer les contraintes en matière de liquidité, le Gabon a procédé en deux étapes au rachat anticipé de son euro-obligation arrivant à échéance en juin 2025, la seconde étape s'étant traduite par un placement privé onéreux en février 2025. Il serait crucial d'adopter et de renforcer les mesures visant à assurer la transparence et la viabilité des finances publiques et d'améliorer les infrastructures et le climat des affaires, afin de stimuler la croissance et de favoriser la création d'emplois.

Évolution récente

Selon les estimations de la Banque mondiale, le PIB a progressé de 2,9 pour cent en 2024. La production pétrolière a augmenté de 1,9 pour cent, suite à un assouplissement des restrictions de l'OPEP+ et à la mise en exploitation de nouveaux gisements. La production de manganèse se serait redressée après les perturbations ferroviaires de 2023, tandis que le secteur du bois aurait bénéficié d'une demande soutenue en provenance de la Chine et de l'Europe. De plus, les grands travaux publics ont stimulé le secteur du bâtiment et les services. Bien que la hausse des dépenses publiques ait contribué à une augmentation des importations, l'excédent du compte courant est resté élevé, étant estimé à 30,7 pour cent du PIB en 2024, soutenu par la solidité des exportations de matières premières.

Les mesures visant à accroître la mobilisation des recettes — telles que la numérisation des déclarations fiscales par le nouveau système « Digitax » et celle des bureaux douaniers à la frontière nord du pays — ont été contrebalancées par une baisse de 3,1 pour cent des cours du pétrole, qui a entraîné un recul de 4 pour cent des recettes pétrolières. Parallèlement, les dépenses publiques ont augmenté de 24 pour cent, sous l'effet de la relance des grands chantiers publics, du rétablissement des subventions aux carburants pour la consommation industrielle, d'une hausse dans les transferts et autres subventions, et des coûts liés à l'organisation du référendum constitutionnel. Le solde budgétaire est ainsi passé d'un excédent de 1,8 pour cent du PIB en 2023 à un déficit estimé à 3,7 pour cent en 2024. Le solde primaire hors pétrole serait passé à -15,9 pour cent du PIB hors pétrole, tandis que la dette publique aurait dépassé le critère de convergence de la CEMAC, atteignant 72,5 pour cent du PIB selon les estimations de la Banque mondiale, en raison de la hausse des dépenses publiques et de l'accumulation d'arriérés de paiement.

L'inflation a reculé au cours de l'année 2024 : elle s'élevait à 0,9 pour cent en glissement mensuel en décembre, reflétant le renforcement des contrôles des prix, la stabilisation des cours mondiaux et une politique monétaire restrictive, la BEAC maintenant son taux directeur à 5 pour cent de mars 2023 à mars 2025, avant de l'abaisser à 4,5 pour cent. En dépit d'une politique monétaire stricte et d'une forte exposition des banques à la dette souveraine, le crédit aux entreprises a progressé de 8,5 pour cent selon les estimations, tandis que le taux de prêts non productifs est resté faible.

La croissance récente reste insuffisante pour réduire la pauvreté. Historiquement en hausse, la pauvreté s'est stabilisée entre 2023 et 2024 sous l'effet d'une croissance modérée. En 2024, environ 34,6 pour cent de la population gabonaise vivait avec moins de 6,85 USD par jour (en PPA de 2017). Toutefois, en raison de la croissance démographique, le nombre absolu de personnes vivant dans la pauvreté aurait augmenté de 20 000, pour atteindre près de 880 000 personnes en 2024.

Perspectives

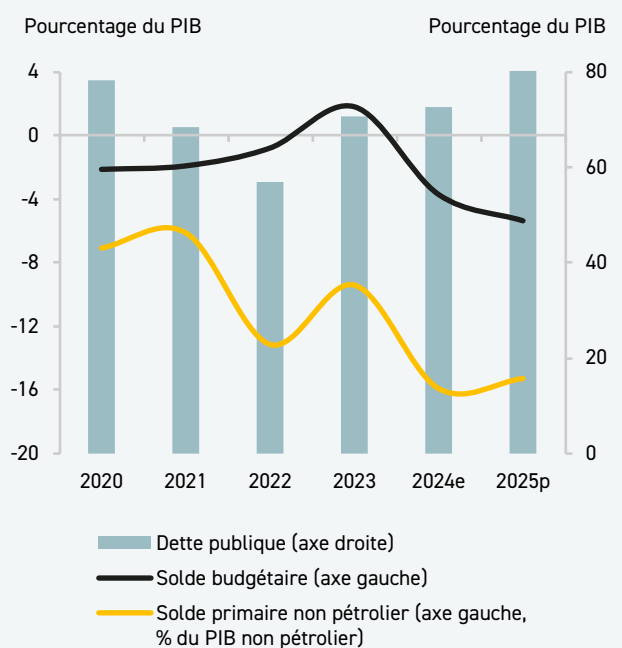
La croissance devrait atteindre environ 2,4 pour cent sur la période 2025–2027 selon les projections de la Banque mondiale, à mesure que l'incertitude post-électorale s'estompe et que l'expansion des secteurs du manganèse, du bois, de l'huile de palme et du caoutchouc devrait compenser progressivement le déclin attendu du secteur pétrolier. Le lancement récent de l'exploitation du gisement de fer de Belinga — l'un des plus grands d'Afrique — devrait contribuer à dynamiser le secteur minier. L'augmentation des exportations de minerais, de bois, de caoutchouc et d'huile de palme, associée à une réduction des importations liée à une politique budgétaire plus contrainte, devrait permettre de maintenir l'excédent du compte courant à un niveau élevé.

Les efforts de mobilisation des recettes intérieures devraient progressivement permettre d'élargir le recouvrement fiscal. Toutefois, la baisse de la production et des cours du pétrole entraînerait un recul des recettes publiques, limitant l'investissement public face à des dépenses courantes rigides. Par ailleurs, le contexte électoral pourrait accentuer les pressions sur les dépenses en 2025. Le déficit budgétaire est projeté à environ 4,9 pour cent du PIB sur la période 2025–2027, ce qui maintiendrait un risque élevé sur la viabilité de la

dette. Une politique monétaire stricte de la BEAC devrait contribuer à contenir l'inflation. Les perspectives d'investissement limitées devraient pénaliser le secteur des services – qui emploie les deux tiers de la population active – et entraîner une hausse du taux de pauvreté de 3,2 points de pourcentage, pour atteindre 37,8 pour cent (soit environ 980 000 personnes) en 2025.

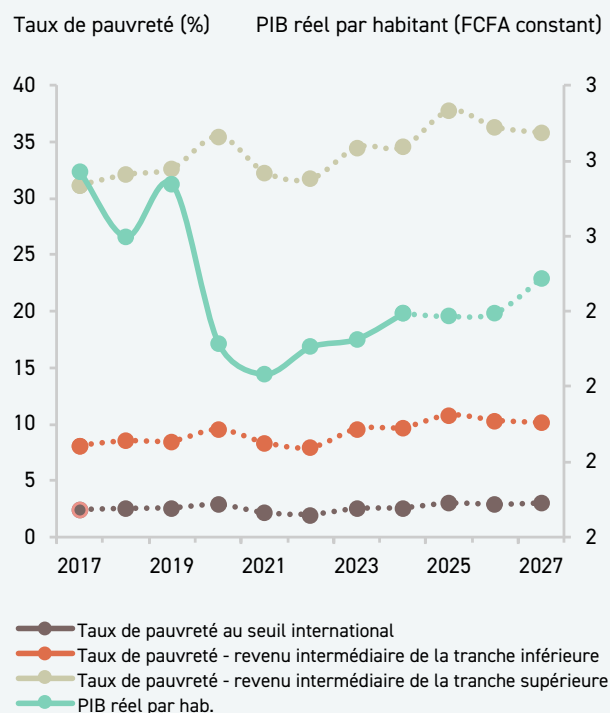
L'évolution et les incertitudes de l'environnement mondial en matière de commerce, de l'investissement, de la finance et des marchés des matières premières pèse sur les perspectives de croissance, sur le commerce et sur les finances publiques du Gabon. Une forte baisse des cours du pétrole, induite par une demande plus faible dans les économies avancées et par une augmentation de l'offre, devrait entraîner un recul des recettes pétrolières, aggravant les déficits budgétaires. Le durcissement des conditions financières mondiales pourrait ralentir les investissements dans les secteurs extractifs et accentuer les contraintes de liquidité actuelles. La capacité d'endettement du pays reste limitée par l'exposition des banques à la dette souveraine, dans un contexte d'augmentation récente du coefficient de pondération de risques imposé par la Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC). Les difficultés à mobiliser des financements pourraient conduire à des accumulations d'arriérés ou à une réduction des dépenses d'investissement public, au détriment de la croissance. Pour répondre aux besoins de développement tout en assurant une trajectoire budgétaire viable, le Gabon devrait engager une politique de consolidation budgétaire rigoureuse, recentrer les dépenses publiques sur le capital humain et physique, et mettre en place des mesures ciblées de réduction de la pauvreté.

Figure 1 / Gabon : Position budgétaire et dette publique



Source : Banque mondiale.

Figure 2 / Gabon : Taux de pauvreté réels et projetés et PIB réel par habitant



Source : Banque mondiale. Remarque : voir le Tableau 2.

Tableau 2 / Gabon : Indicateurs des perspectives macroéconomiques et taux de pauvreté

Historique récent et projections (variation annuelle en pourcentage sauf indication contraire)

	2022	2023	2024e	2025p	2026p	2027p
Croissance du PIB réel, à prix du marché constants	3,0	2,4	2,9	2,1	2,2	3,0
Consommation privée	-0,3	2,1	2,6	-0,8	2,1	4,4
Consommation gouvernementale	3,8	1,5	4,5	4,8	0,3	-0,4
Formation brute de capital fixe	8,4	6,2	6,9	-4,3	-2,0	-1,9
Exportations, biens et services	12,9	-2,5	4,0	0,0	-1,5	-0,5
Importations, biens et services	12,5	1,3	6,8	-5,1	-4,1	-3,5
Croissance du PIB réel, à prix des facteurs constants	3,5	2,5	2,7	2,1	2,2	3,0
Agriculture	9,7	-2,0	-1,3	7,3	6,6	5,0
Industrie	3,4	3,8	0,3	1,4	3,9	2,5
Prestations de service	2,4	2,6	5,0	1,5	0,4	2,9
Inflation (indice des prix à la consommation)	4,3	3,7	2,4	2,3	2,2	2,3
Solde du compte courant (% du PIB)	34,4	28,5	30,7	17,9	22,4	24,0
Entrées nettes d'investissements directs étrangers (% du PIB)	1,6	1,8	1,6	1,6	1,2	1,0
Solde budgétaire (% du PIB)	-0,8	1,8	-3,7	-5,4	-4,7	-4,6
Recettes (% du PIB)	21,1	24,6	23,7	24,3	23,0	22,4
Dettes (% du PIB)	57,0	70,6	72,5	80,2	82,6	86,1
Solde primaire (% du PIB)	1,8	4,8	-0,6	-1,8	-0,9	-0,7
Taux de pauvreté au seuil international (2,15 USD en PPA de 2017)^{a,b}	2,0	2,6	2,6	3,1	2,9	3,1
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,65 USD en PPA de 2017)^{a,b}	7,9	9,6	9,7	10,9	10,4	10,2
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche supérieure (6,85 USD en PPA de 2017)^{a,b}	31,8	34,5	34,6	37,8	36,3	35,8
Croissance des émissions de GES (mtCO2e)	-1,8	-2,5	-1,0	-0,4	1,2	1,7

Source : Banque mondiale, Pôles mondiaux d'expertise Pauvreté et équité, et Macroéconomie, commerce et investissement. Données sur les émissions provenant du CAIT et de l'OCDE.

Notes : e = estimation, p = prévision.

a/ Calculs basés sur l'EGEP de 2017. Données réelles : 2017. Prévision immédiate : 2018-2024. Les prévisions concernent la période de 2025 à 2027.

b/ Projection utilisant la méthodologie de microsimulation.

Guinée équatoriale

Tableau 1

Population^a	Pauvreté^b
millions	millions vivant avec moins de 6,85 USD/jour
1,9	1,0
Espérance de vie à la naissance^c	Scolarisation^d
années	Primaire (% brut)
61,2	107,8
PIB^e	PIB par habitant^f
milliards USD courants	USD courants
12,8	6 794,1

Sources : WDI, MFMod et données officielles

Remarques : a/ 2024 b/ 2022 (PPA 2017) c/ 2022 d/ 2022 e/ 2024 f/ 2024

L'économie a enregistré une croissance estimée à 0,9 pour cent en 2024, avec des contributions plus élevées dans les secteurs de l'industrie et des services. La pauvreté a augmenté, selon les estimations, en raison de la faible croissance économique et de la montée des prix des denrées alimentaires. Selon les estimations, les soldes budgétaire et extérieur se sont détériorés en 2024 principalement en raison de la baisse des recettes d'exportation d'hydrocarbure. Le PIB devrait se contracter à moyen terme. Une baisse plus forte que prévu de la production et des cours du pétrole constitue le principal risque pesant sur les perspectives économiques.

Contexte et défis

La Guinée équatoriale a connu une longue période de récession au cours de la dernière décennie, dans un contexte de contraction du secteur des hydrocarbures, de baisse des investissements et d'une série de chocs externes et internes. En 2023, le revenu national brut par habitant était estimé à 5 240 USD, soit 58 pour cent en dessous de son niveau record de 2008. En 2022, 54,8 pour cent de la population vivaient avec moins de 6,85 USD par personne et par jour (en PPA de 2017). Malgré un taux d'urbanisation élevé, environ 24 pour cent de la population n'avaient pas accès à l'électricité, 32,4 pour cent n'avaient pas accès à l'eau courante ou à un puits, et 20,3 pour cent ne disposaient pas d'installations d'assainissement adéquates. Le système éducatif affiche des résultats insuffisants en raison de la sureffectivité des classes et des taux de redoublement élevés. Les taux nets de scolarisation au primaire et au secondaire sont de 82 pour cent et 59 pour cent, respectivement.

Des réformes structurelles sont nécessaires pour diversifier les moteurs de la croissance et les actifs productifs. Il s'agit notamment d'améliorer la mobilisation des recettes intérieures et l'efficacité des dépenses publiques, de renforcer le climat des affaires et d'investir dans le capital humain. Les réformes récentes sont encourageantes, notamment un projet de loi établissant le compte unique du Trésor, un nouveau projet de loi sur les marchés publics, un nouveau code des impôts, ainsi qu'un décret présidentiel portant sur des mesures d'appui à la viabilité de l'économie et des finances publiques.

Évolution récente

Après s'être contractée de 5,1 pour cent en 2023, l'économie de la Guinée équatoriale a connu une modeste reprise en 2024, selon les estimations. Le PIB aurait enregistré une croissance de 0,9 pour cent avec des contributions plus élevées des secteurs de l'industrie et des services. Selon les estimations, la baisse de la production d'hydrocarbures et des recettes fiscales ont entraîné une détérioration du solde budgétaire. La production d'hydrocarbures a diminué de 0,8 pour cent en 2024 en raison de la baisse de la production de pétrole, qui s'est contractée de 6,9 pour cent en raison de la maturation des champs pétroliers et de l'impact des récents incidents survenus sur la plateforme pétrolière de Zafiro. Dans l'ensemble, les recettes publiques sont tombées à 17,9 pour cent du PIB en 2024 (contre 21,7 pour cent du PIB en 2023). Les dépenses publiques sont estimées à 18,5 pour cent du PIB en 2024 (contre 19,3 pour cent en 2023), en raison de la réduction des dépenses en capital et en biens et services. En conséquence, le solde budgétaire a enregistré un déficit de 0,6 pour cent du PIB, contre un excédent de 2,4 pour cent en 2023. Parallèlement, le déficit budgétaire non pétrolier est passé de 21,8 pour cent à 24,3 pour cent du PIB non pétrolier entre 2023 et 2024.

Le ratio dette/PIB a diminué pour atteindre 31,3 pour cent en 2024. Le gouvernement a récemment négocié des accords de règlement des arriérés avec les banques et les entreprises du bâtiment et des travaux publics, étalés sur dix ans. En conséquence, le ratio de prêts non performants par rapport au total des prêts est passé de 32,5 pour

cent fin 2023 à 30 pour cent en juillet 2024, et devrait continuer à baisser. Après avoir maintenu son taux directeur à 5 pour cent pendant deux ans, la Banque des États de l'Afrique centrale l'a abaissé à 4,5 pour cent en mars 2025. Cependant, l'inflation globale est passée de 2,4 à 3,4 pour cent entre 2023 et 2024, en raison principalement d'une inflation plus forte des produits alimentaires (4,1 pour cent).

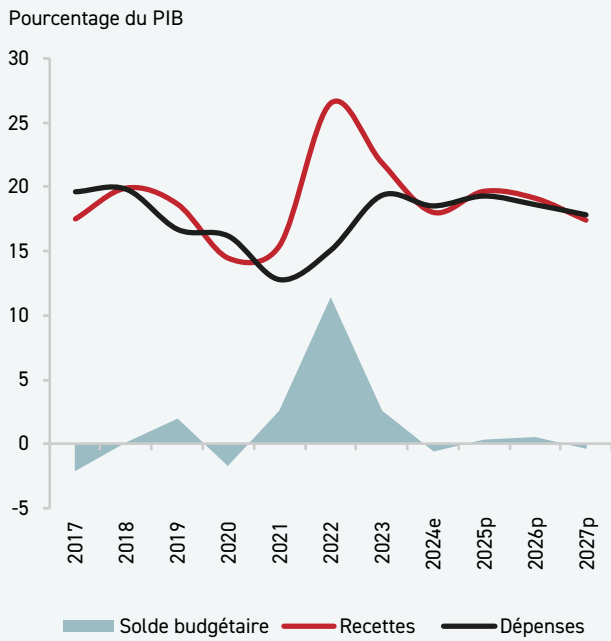
La croissance atone dans les secteurs agricole et des services, combinée à la flambée des prix des denrées alimentaires, n'a pas permis de stimuler suffisamment la création d'emplois ni les revenus de manière à maintenir le niveau de vie, entraînant une hausse de 1,2 point de pourcentage du taux de pauvreté.

Perspectives

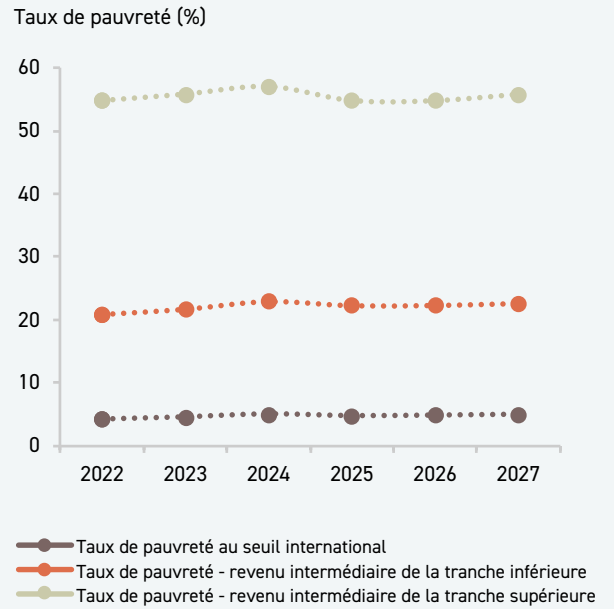
Une nouvelle récession est attendue en 2025, avec une croissance prévue de -3,1 pour cent, en raison de la baisse de la production d'hydrocarbures et du recul des cours du pétrole dans le contexte changeant du commerce, de l'investissement, des finances et des marchés de matières premières au niveau mondial. Outre leur impact sur la croissance économique, la baisse anticipée des cours du pétrole et le resserrement de l'environnement financier mondial auront également des effets négatifs sur les soldes budgétaire et commercial du pays, ainsi que sur l'investissement. En l'absence de progrès significatifs en matière de diversification et de réformes structurelles, le déclin du secteur des hydrocarbures et la baisse des cours du pétrole continueront de fragiliser l'économie équato-guinéenne. La croissance pourrait atteindre 0,6 pour cent en 2026, à la faveur d'un rebond attendu du secteur gazier, avant de se contracter à nouveau en 2027. Entre 2024 et 2027, le taux de pauvreté devrait reculer de 57,0 à 55,8 pour cent, grâce à l'expansion des secteurs agricole et des services qui sont à forte intensité de main-d'œuvre.

Malgré les efforts de consolidation budgétaire, le solde budgétaire devrait se détériorer sur la période 2025-2027, les réductions de dépenses ne suffisant pas à compenser la baisse attendue des recettes issues des hydrocarbures. Le solde du compte courant devrait également se dégrader pour atteindre en moyenne 2,5 pour cent du PIB sur la même période, sous l'effet de la baisse des recettes d'exportation. La baisse des prix des matières premières pourrait aggraver les effets potentiels des incertitudes liées au commerce mondial.

Les risques baissiers pesant sur les perspectives incluent une chute plus marquée de la production ou des cours des hydrocarbures, de plus fortes incertitudes économiques à l'échelle mondiale et une évolution des politiques commerciales susceptible d'affecter les exportations, de décourager l'investissement et de provoquer une hausse des prix des produits alimentaires et de l'insécurité. Un resserrement prolongé des conditions financières mondiales et une baisse de la demande de la part des principaux partenaires commerciaux (Chine et Union européenne) pourraient également peser sur les perspectives. Il reste difficile d'apprécier pleinement l'impact des événements récents alors que les politiques mondiales continuent d'évoluer.

Figure 1 / Guinée équatoriale : Finances publiques

Source : Banque mondiale.

Figure 2 / Guinée équatoriale : Taux de pauvreté réels et projetés

Source : Banque mondiale. Remarque : voir le Tableau 2.

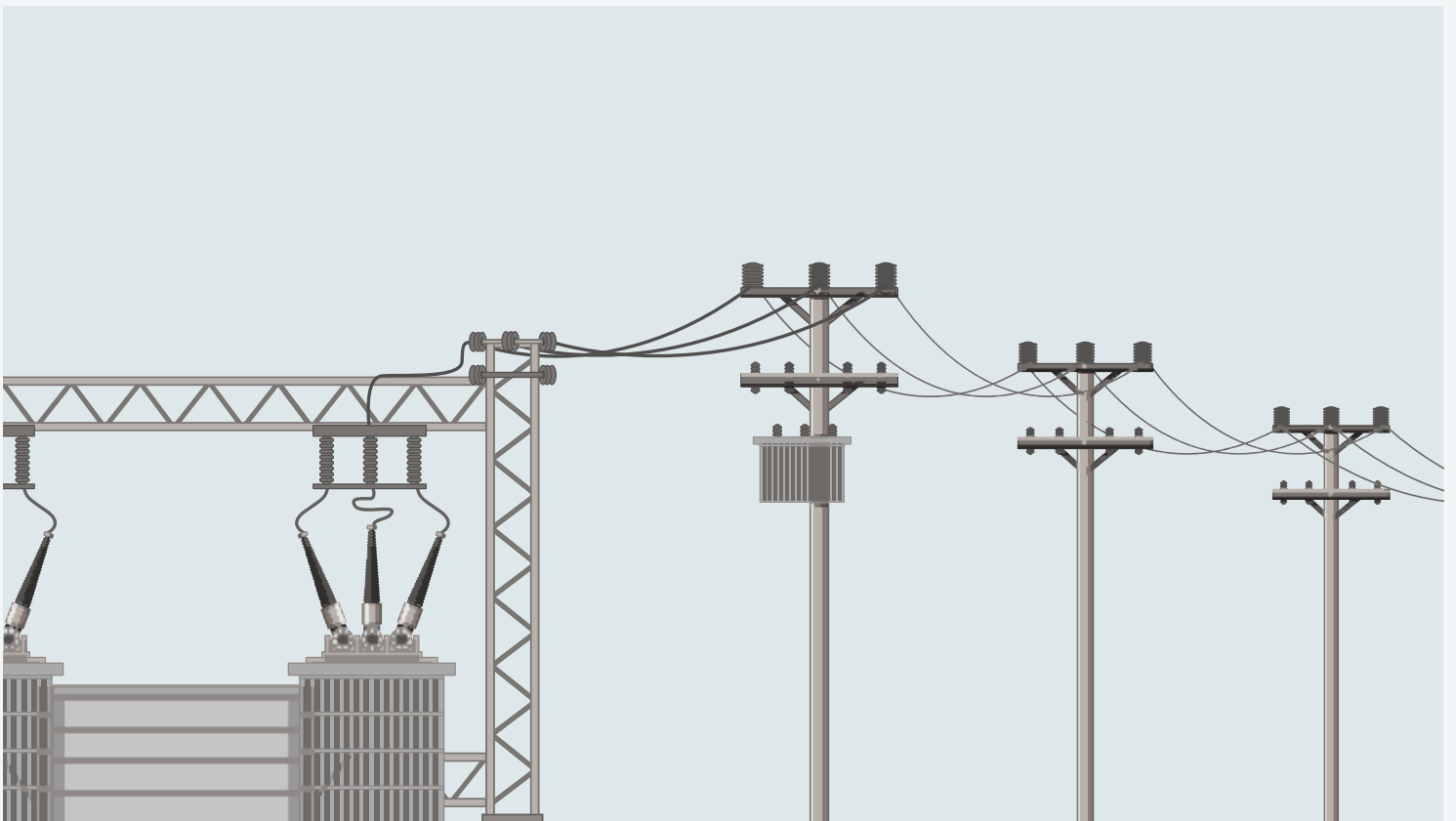


Tableau 2 / Guinée équatoriale : Indicateurs des perspectives macroéconomiques et taux de pauvreté

Historique récent et projections (variation annuelle en pourcentage sauf indication contraire)

	2022	2023	2024e	2025p	2026p	2027p
Croissance du PIB réel, à prix du marché constants	3,2	-5,1	0,9	-3,1	0,6	-1,1
Consommation privée	3,9	4,4	-2,0	1,9	2,0	1,8
Consommation gouvernementale	7,0	5,7	8,2	-7,5	1,3	-0,4
Formation brute de capital fixe	7,6	11,1	-2,0	-9,0	1,7	-3,0
Exportations, biens et services	5,7	-28,9	-0,2	-2,9	0,6	-1,9
Importations, biens et services	11,2	-25,5	0,2	-0,4	3,8	2,6
Croissance du PIB réel, à prix des facteurs constants	2,9	-4,7	0,9	-3,1	0,6	-1,1
Agriculture	6,9	2,4	2,9	3,2	2,0	2,1
Industrie	1,8	-12,9	0,8	-10,6	0,5	-2,6
Prestations de service	4,4	7,6	1,0	6,2	0,7	0,3
Inflation (indice des prix à la consommation)	4,9	2,4	3,4	2,9	2,6	2,1
Solde du compte courant (% du PIB)	-0,9	-1,5	-0,9	-2,5	-2,1	-2,8
Entrées nettes d'investissements directs étrangers (% du PIB)	4,9	1,2	1,0	0,8	0,6	0,6
Solde budgétaire (% du PIB)	11,4	2,5	-0,6	0,4	0,5	-0,4
Recettes (% du PIB)	26,5	21,9	18,0	19,6	19,1	17,4
Dettes (% du PIB)	33,4	36,9	31,3	31,5	29,4	27,8
Solde primaire (% du PIB)	12,5	3,6	0,5	1,5	1,5	0,5
Taux de pauvreté au seuil international (2,15 USD en PPA de 2017)^{a,b}	4,2	4,5	5,0	4,7	4,8	4,9
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,65 USD en PPA de 2017)^{a,b}	20,8	21,6	22,9	22,2	22,3	22,6
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche supérieure (6,85 USD en PPA de 2017)^{a,b}	54,8	55,8	57,0	54,8	54,8	55,8
Croissance des émissions de GES (mtCO2e)	1,9	-5,4	1,5	-3,1	0,2	-0,7

Source : Banque mondiale, Pôles mondiaux d'expertise Pauvreté et équité, et Macroéconomie, commerce et investissement. Données sur les émissions provenant du CAIT et de l'OCDE.

Notes : e = estimation, p = prévision.

a/ Calculs basés sur l'ENH2 de 2022. Données réelles : 2022. Prévision immédiate : 2023-2024. Les prévisions concernent la période de 2025 à 2027.

b/ Projection utilisant la méthodologie de microsimulation.

L'ÉQUIPE



Robert Johann Utz
(Économiste en chef, Chef
d'équipe)



Djeneba Doumbia
(Économiste, Cheffe
d'équipe)



Erick Tjong
(Économiste, Chef
d'équipe)



Samba Ba
(Économiste principal)



Rick Emery Tsouck Iboude
(Économiste principal)



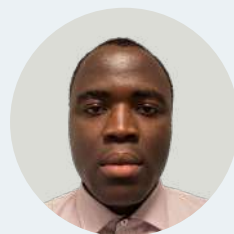
Demet Kaya
(Économiste principale)



Sonia Barbara Ondo Ndong
(Économiste principale)



Pierre Mandon
(Économiste)



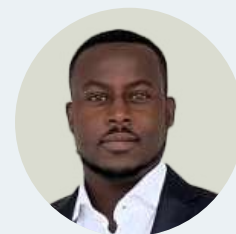
**Francis Ghislain
Ngomba Bodi**
(Économiste)



Blaise Ehowe Nguem
(Économiste)



Kabinet Kaba
(Économiste)



Mahamat Abdramane Moustapha
(Économiste)



Chris Belmert Milindi Katindi
(Consultant)



Sandeep Mahajan
(Manager sectoriel)



Hans Anand Beck
(Manager sectoriel)



Irene Sitienei
(Assistante de programme)



Ifeoma Clementina Ikenye
(Assistante de programme)



BANQUE MONDIALE
Politique Économique